

J. Lemaitre

**Les tares  
de l'AMI**



M. Steinberg

**Julien  
Lahaut**

Pierre Joye

**Le point  
sur la crise**

Supplément  
**PORTUGAL**

# CAHIERS MARXISTES

**revue mensuelle**

Nouvelle série N° 17 (36)

6<sup>me</sup> année - Septembre 1975 - 50 F

## Sommaire

---

Maxime Steinberg Julien Lahaut	p. 1
Pierre Joye Le point sur la crise économique	p. 12
Jacques Lemaître Les tares de l'Assurance maladie-invalidité	p. 21
Revue des revues	p. 45
Supplément Portugal	

---

**Comité de patronage** : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers,  
Roger Somville, Jean Terfve

**Comité de rédaction** : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau,  
Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels,  
Claude Renard, Jean-Paul Vankeerbergen

**Rédacteur en chef** : Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

*Après avoir consacré un numéro spécial au Portugal en janvier dernier, nous avons mis en chantier un dossier Portugal pour le numéro d'octobre.*

*Le rythme et la tournure des événements nous amènent à livrer dès à présent quelques pièces de ce dossier.*

*Il s'agit :*

*1. de la déclaration du Bureau politique du Parti communiste de Belgique, en date du 26 août.*

*2. du texte d'un « Appel pour le Portugal » lancé fin août par diverses personnalités belges, et qui a d'ores et déjà recueilli l'adhésion de citoyens représentant différents courants de l'opinion publique.*

*3. le texte d'une interview d'un journaliste belge, Conrad Detrez, en poste à Lisbonne.*

*Dans le numéro prochain :*

*Le Portugal et la gauche européenne.*

## **Une déclaration du Parti communiste de Belgique**

Les récents développements de la situation au Portugal ont fait apparaître que les forces qui cherchent à entraîner ce pays dans la voie de la contre-révolution se heurtent de sérieux obstacles. La crise politique que les éléments fascistes et réactionnaires ont provoquée en spéculant sur les divisions de la gauche et en déchaînant la violence contre le Parti communiste portugais peut être surmontée. Les grandes conquêtes populaires d'avril 1974 seront sauvées, consolidées et amplifiées si, comme vient de le rappeler le Parti communiste portugais, « toutes les forces et secteurs intéressés à la défense des libertés » parviennent à s'entendre pour dénouer la crise et relancer « la construction d'un Portugal démocratique ouvrant le chemin au socialisme ». Mais nous n'en sommes pas encore là et des rebondissements périlleux resteront toujours possibles aussi longtemps que la crise n'aura pas été dénouée par l'entente de toutes les composantes du mouvement démocratique et révolutionnaire portugais.

Les formations ouvrières et démocratiques des autres pays d'Europe peuvent certainement apporter un appui appréciable à la jeune démocratie portugaise.

Elles peuvent agir efficacement pour empêcher les gouvernements et milieux liés à l'impérialisme et aux multinationales d'intervenir dans les affaires intérieures du Portugal pour soutenir les menées subversives de la réaction et des officines impérialistes.

Elles peuvent aussi contribuer par leurs attitudes et initiatives à créer des conditions plus favorables au rapprochement et à l'entente

entre les forces démocratiques et révolutionnaires portugaises. Le plus urgent est d'aider celles-ci à surmonter leurs divisions pour qu'elles puissent chercher en commun des solutions à la crise.

A cet égard, le Bureau politique du Parti communiste de Belgique tient à souligner à nouveau que la nature de ces solutions relève exclusivement de la compétence des forces démocratiques et révolutionnaires portugaises. Il serait vain et dangereux de prétendre leur dicter des solutions de l'extérieur. Non seulement cela ne les aiderait en rien à surmonter leurs discordes actuelles, mais encore cela comporterait le risque de voir ces discordes s'étendre en dehors du Portugal et dégénérer en polémiques générales et abstraites qui n'auraient que de lointains rapports avec le souci légitime de comprendre et d'expliquer l'évolution des événements au Portugal. En ce qui le concerne, le Bureau politique entend mettre l'accent, avant tout, sur les idées et les actes qui sont de nature à souder un large front autour des conquêtes démocratiques du peuple portugais, contre toute forme d'intervention impérialiste, contre la menace contre-révolutionnaire au Portugal, et l'escalade des violences anticommunistes qui l'accompagne.

C'est dans cet esprit que le Bureau politique du Parti communiste de Belgique a pris connaissance de la suggestion faite par Mario Soares, secrétaire général du Parti socialiste portugais, de réunir certains partis socialistes et communistes. Bien que ce dernier ait répété par la suite ses attaques contre le PCP, le Bureau politique retient surtout de cette suggestion que le leader socialiste portugais n'a pu nier que le danger d'une conspiration de droite existe au Portugal.

Le Bureau politique a pris connaissance également des réactions des partis communistes français et italien qui se sont dit prêts à la discussion. Le souhait de voir s'élargir le cadre d'une telle concertation a été formulé à cette occasion.

Bien que Soares ne se soit pas adressé à des formations politiques belges, le Parti communiste de Belgique est disposé à apporter sa contribution à toute initiative internationale visant à l'organisation de la solidarité avec la révolution portugaise et au renforcement de l'union des forces ouvrières et démocratiques d'Europe, en tenant compte des conditions spécifiques de chaque pays et dans le respect de l'autonomie de chaque parti associé à cette entreprise.

Dans cette optique, le Bureau politique prendra des contacts avec d'autres partis communistes ainsi qu'avec d'autres forces démocratiques de notre pays.

**26 août 1975.**

## **Un appel pour le Portugal**

Il y a plus d'un an que le renversement du régime fasciste a ouvert au Portugal une voie nouvelle. Un an et plus que s'y développe une expérience de libération politique et sociale où le peuple secoue les anciennes structures conservatrices protégées par une coalition d'intérêts matériels et de milieux obscurantistes.

Aujourd'hui, une offensive de ces mêmes intérêts et de ces mêmes milieux se développe et risque de ruiner les espérances suscitées par la révolution portugaise. Exploitant les difficultés nées de la crise économique

et de la division de la gauche, ces éléments réactionnaires portent leurs coup contre les organisations communistes et celles d'autres mouvements démocratiques.

Cette situation suscite notre indignation et notre inquiétude. Celles-ci sont d'autant plus vives que l'enjeu est considérable. C'est l'avenir du peuple portugais qui est en cause. Mais ce sont aussi tous les rassemblements qui, en Europe, tentent, par des voies diverses, d'unir les forces de progrès. Le drame du Portugal libéré et menacé est encore aggravé par les ingérences étrangères en Angola, dirigées contre le mouvement de libération de ce pays.

C'est pourquoi les signataires du présent appel, soucieux de l'union des forces progressistes portugaises, expriment leur solidarité avec celles-ci. Ils souhaitent que les divers courants démocratiques belges s'emploient :

- à redresser une information qui présente comme dictatorial un régime où règne pourtant un climat de liberté exceptionnelle attesté par d'innombrables témoignages;
- à agir auprès du gouvernement belge qui, après avoir manifesté une constante tolérance à l'égard du Portugal fasciste, contribue aujourd'hui à la tentative d'étouffement de l'économie portugaise dont la Communauté Economique Européenne se rend responsable;
- à faire en sorte que l'expérience sociale et politique qui se déroule au Portugal se poursuive et s'amplifie à l'abri de toute ingérence étrangère, directe ou indirecte, et selon la seule volonté du peuple portugais.

Adresses de contact :

Michèle Rossa-Roso, 12, rue A. Hottat, 1050 Bruxelles.  
UBDP, 17, rue Watteau, 1000 Bruxelles.

## **Une interview de Conrad Detrez : Péril fasciste et péril réactionnaire au Portugal**

Correspondant de la RTB à Lisbonne, Conrad Detrez a passé quelques jours en Belgique à la fin d'août. Nous en avons profité pour lui demander son avis personnel — qui est celui d'un témoin privilégié et attentif — à propos des menaces qui pèsent sur la jeune démocratie portugaise.

— *Quand on aborde avec vous, Conrad Detrez, le préoccupant problème de la menace d'un Pinochet au Portugal, vous tenez à ajouter la notion de menace réactionnaire à celle de menace fasciste. Pouvez-vous vous en expliquer ?*

— Bien sûr, en évoquant le péril fasciste, on invoque un problème réel. Mais on est incomplet. Car les forces fascistes portugaises — y compris celles qui se regroupent à l'extérieur du Portugal, en particulier en Espagne — ne sont pas isolées d'autres forces politiques qui, depuis quelques semaines, deviennent pratiquement des alliés et des complices objectifs de ces forces fascistes. Je m'explique : dans la mesure où la révolution portugaise s'oriente par des mesures concrètes dans une perspective socialiste, il est évident que cette révolution se fait des ennemis parmi

ceux qui s'opposent au socialisme. C'est de ces forces conservatrices que les fascistes tentent de se faire l'avant-garde militante. On a pu l'observer, au cours des dernières semaines, dans une série d'événements qui ont commencé à se produire à partir du moment où le parti socialiste et le PPD ont quitté le gouvernement pour passer à l'opposition.

— *Est-ce à dire que vous rangez ces deux partis dans les forces conservatrices ?*

— Ce n'est certainement pas aussi simple, nous y reviendrons. Mais sans vouloir céder à la tentation de dangereux amalgames, je suis bien obligé de constater une coïncidence entre le passage à l'opposition du PSP et du PPD et le début des violences anti-communistes, essentiellement dans le Nord et dans une moindre mesure dans le Centre du pays. Cette coïncidence contraint l'observateur à se poser la question d'une éventuelle complicité entre d'une part, certaines forces social-démocrates, et les forces réactionnaires, au sein desquelles les cléricaux jouent un rôle prépondérant, et, d'autre part, les forces fascistes.

Essayons de cerner ces dernières : il s'agit, à l'intérieur du Portugal, de tous ceux qui s'agglutinent autour du CDS, et qui viennent, en partie, du parti démocrate-chrétien dont le rôle dans la tentative de coup d'Etat spinoliste du 11 mars est bien connu. S'y ajoutent les cadres moyens de l'ancien appareil d'Etat salazariste, la grande bourgeoisie terrienne qui n'est encore que partiellement dépossédée de ses latifundia, et le secteur de la grande bourgeoisie d'affaires qui n'a pas quitté le pays parce qu'il lui est interdit d'en sortir, plusieurs de ses représentants étant l'objet d'enquêtes sur leur participation et leur soutien financier à la conspiration du 11 mars. A l'extérieur du Portugal, il faut citer d'abord l'organisation fasciste de type militaire appelée E.L.P. (Armée de libération du Portugal) installée en Espagne. S'y ajoutent les civils et les cadres supérieurs de l'ancien régime, également réfugiés en Espagne, au Brésil, dans une moindre mesure en France et même en Belgique. Parmi les militants antisocialistes de l'extérieur, il faut citer l'ex-général de Spínola, manifestement utilisé par l'avant-garde fasciste, et qui se laisse tout aussi manifestement utiliser. Spínola cherche à regrouper tous les exilés avec l'aide d'un dirigeant fasciste brésilien bien connu, qui n'est autre que Carlos Lacerda, ancien gouverneur de Rio de Janeiro et un des chefs politiques du coup d'Etat fasciste de 1964. Lacerda, qui est aussi l'éditeur au Brésil de Spínola, s'est engagé à fond dans la lutte pour le rétablissement du fascisme au Portugal. Il est l'agent de liaison le plus connu entre Spínola, la colonie portugaise au Brésil — qui compte depuis quelques mois des gens comme Champalimaud, la famille Melo et des membres de la famille Espirito Santo, c'est-à-dire les plus grosses fortunes portugaises — et l'ELP, dont une des têtes politiques est, dit-on à Lisbonne, Sanchez Osorio, ex-président du parti démocrate-chrétien portugais. Cette organisation fasciste agit avec la complicité évidente des autorités brésiliennes et espagnoles et organise sur le territoire espagnol des commandos qu'elle infiltre au Portugal, commandos qui recrutent sur place les éléments les plus anticommunistes pour déclencher avec eux les violences désormais bien connues, aujourd'hui contre les communistes et peut-être demain contre les autres forces socialistes.

— *Nous n'en sommes pas encore venus à ma question sur le caractère conservateur qu'auraient le PSP et le PPD, mais je voudrais en passant vous poser une autre question à propos des violences que vous venez d'évoquer. S'insèrent-elles à votre avis dans une stratégie globale ?*

— A cette dernière question je réponds OUI, absolument. Et cette stratégie globale recouvre précisément ceux que j'appelle les complices objectifs de l'avant-garde fasciste, c'est-à-dire des forces réactionnaires qui constituent de fait la masse manœuvrée par l'avant-garde fasciste, quel que soit le degré de conscience de cette manipulation parmi les leaders réactionnaires.

Il est évident que sans l'organisation de manifestations telles que celles qu'ont mises sur pied dans leur diocèse plusieurs évêques, par exemple à Braga, les commandos fascistes ne jouissant d'aucun support de masse et d'aucun climat émotionnel favorable, seraient tout à fait isolés et ne pourraient déclencher leurs raids avec le bénéfice politique qu'ils en tirent, un bénéfice non-négligeable, car l'opinion publique portugaise peut avoir, grâce à une presse souvent légère et superficielle, l'impression que c'est toute une masse qui refuse le socialisme.

Le rôle des évêques portugais est à cet égard lourd de conséquences. Leur comportement est contradictoire : d'une part, leur lettre pastorale condamne les violences anticommunistes et d'autre part, ils créent le climat nécessaire et suffisant au déclenchement de ces mêmes violences. En réalité, leur rôle dans la mobilisation des forces antisocialistes est actif, politique. On peut dire que les évêques sont partie prenante de la contre-révolution. Les faits démontrent que des citoyens catholiques, ameutés par leurs pasteurs, sont soutenus par des partis politiques — le CDS et le PPD. Certains représentants de ces partis ont été identifiés lors des manifestations anticommunistes, notamment parce qu'ils ont été blessés, les militants ouvriers agressés dans leurs permanences, exerçant leur droit de légitime défense. C'est ainsi qu'il est apparu que des manifestations prétendument religieuses étaient en fait des manifestations politiques soutenues par la droite classique du CDS et le centre-droit PPD. La composition des forces politiques réactionnaires et leurs liens avec l'avant-garde fasciste sont donc clairs.

Il reste à établir les liens éventuels entre ces forces réactionnaires et cléricales avec des troupes de la social-démocratie. A mon avis, ce lien existe dans la mesure où un important secteur électoral du parti socialiste est uni par les mêmes intérêts de classe aux forces réactionnaires. En effet, qui a voté socialiste ? Des ouvriers, bien sûr ! Mais également la classe moyenne, la majorité de la petite-bourgeoisie, et je dirais même des bourgeois qui, effrayés par le spectre communiste, s'engagent sous l'étendard de Mario Soares, non pas pour aller vers le socialisme, mais pour empêcher son avènement en attirant vers la droite les forces social-démocrates. Il y a donc complicité entre une bonne partie de l'électorat socialiste et l'électorat de droite au niveau des intérêts de classe. (1)

---

(1) Bien entendu, dans la mesure où la petite-bourgeoisie, et en particulier la petite-bourgeoisie intellectuelle, estimera que ses véritables intérêts ne se situent pas dans le camp capitaliste, elle exercera une pression sur le PSP ou le quittera — comme l'a déjà fait récemment un groupe d'intellectuels.

Cette complicité apparaît dans des manifestations de rue. C'est en cela qu'on peut estimer que certaines forces social-démocrates, qu'un secteur électoral du PSP, servent objectivement la contre-révolution et sont — qu'ils en soient ou non conscients — utilisés par l'avant-garde fasciste. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que Spínola tend la main au PSP et déclare en avoir rencontré des émissaires en Europe (1). Il me paraît impossible que les dirigeants du PSP ne s'en rendent pas compte. Peut-être même commencent-ils à être eux-mêmes effrayés par la contribution qu'ils apportent à la contre-révolution. Peut-être se rendent-ils compte qu'ils jouent les apprentis-sorciers et qu'ils risquent de faire jouer à leur parti le rôle qu'a joué la démocratie-chrétienne au Chili, Mario Soarès risquant de devenir l'Eduardo Frei de la contre-révolution portugaise.

— *Vous l'avez souligné : il s'agit d'un secteur électoral du PSP, qui n'est donc pas homogène. Par ailleurs, ne constate-t-on pas des divergences même au sein de l'épiscopat ?*

— L'épiscopat portugais n'est pas monolithique. Il y a au moins un dissident, l'archevêque de Porto. Ce prélat a un passé antifasciste; il a été exilé par Salazar à la suite de ses critiques contre la politique sociale du dictateur et contre les guerres coloniales. Revenu au pays après la mort de Salazar, il a joui d'un prestige très grand à partir du 25 avril 1974 : il était un peu le héros catholique de la résistance, comme Soarès pour le PSP, et Cunhal pour le PCP. L'archevêque de Porto a récemment fait des déclarations favorables à l'instauration d'une forme de socialisme au Portugal, sans toutefois en préciser le contenu. Il a déclaré dans une interview qu'il ne voit guère comment instaurer le socialisme sans faire référence au marxisme.

Un tel comportement tranche tout à fait sur celui de ses confrères : dans l'actuel contexte de l'Eglise portugaise, l'archevêque de Porto est isolé. Il n'a prise que sur les fidèles de son archidiocèse, et plus précisément sur ceux de la ville de Porto, où un important groupe de laïcs a pris position contre l'attitude des autres évêques, en particulier contre celle de l'archevêque de Braga.

Mais revenons au parti socialiste, dont l'électorat est très hétérogène. Le secteur le plus radicalement antifasciste, le plus révolutionnaire, le plus favorable à l'instauration d'un véritable socialisme au Portugal, a déjà pris conscience du jeu extrêmement dangereux joué par le secteur petit-bourgeois et bourgeois, et a commencé à manifester sa volonté de se démarquer nettement par rapport aux complicités que j'ai mentionnées. C'est vraisemblablement à ce secteur que pense Alvaro Cunhal lorsqu'il propose aux socialistes un regroupement visant à faire barrage à la contre-révolution et à défendre les premiers acquis de la révolution. On peut croire que dans la mesure où le péril fasciste sera plus perceptible, ce secteur « radical » harcèlera de plus en plus l'aile conservatrice de son parti et sa direction, jusqu'à les ramener dans le camp de la révolution — ou jusqu'à ce que rupture s'ensuive. De toutes

---

(1) Le directeur du journal *Tribuna de Imprensa* de Rio de Janeiro M. Helio Fernandes, a publié à la suite du démenti opposé par Mario Soarès à cette rencontre, des détails précis sur les circonstances de l'événement. Ces détails semblent avoir embarrassé la direction du PSP, qui a choisi de ne pas les réfuter.

façons, le caractère composite de l'électorat socialiste ne peut plus être masqué. Si le gouvernement doit prendre une mesure à caractère nettement socialiste, par exemple la réforme agraire, l'électorat du PSP se divisera : le secteur anticapitaliste l'appuiera, mais le secteur capitaliste, fût-il animé de sentiments sincèrement antifascistes, s'y opposera. Ce secteur capitaliste existe au sein du PSP, en dépit de toutes les dénégations. Il rêve d'une société de type scandinave, dont le « socialisme » qui ne touche pas les structures économiques, lui paraît rassurant et suffisant...

— *Et le M.F.A. ? Lui aussi apparaît fort peu homogène ! Existe-t-il des liens entre des éléments de l'armée et certaines forces contrerévolutionnaires ?*

— Il y en a depuis le début de l'instauration du nouveau régime, l'armée étant composée d'éléments porteurs d'intérêts de classes antagonistes, tels qu'on les observe dans la société civile. C'est bien pourquoi dès le début, le MFA n'a pas recouvert la totalité de l'armée portugaise : il est l'organisation politique d'une minorité. Le MFA s'est constitué sur la base d'un projet politique antifasciste. Ce projet pouvait naturellement recevoir l'adhésion de militaires, aussi bien libéraux, partisans de la démocratie bourgeoise que de militaires socialistes, communistes ou gauchistes. Et comme dans un premier temps, c'est-à-dire jusqu'à la tentative de coup d'Etat du 11 mars 1975, le MFA s'est attelé à démanteler, à liquider l'appareil politique fasciste, il pouvait garder sa cohésion.

A partir du 11 mars, le mouvement antifasciste se transforme en mouvement anticapitaliste. La nécessité d'une révolution de type socialiste s'impose. Le secteur socialiste du MFA se rend compte que la complicité entre l'appareil d'Etat salazarien et le grand capital (ainsi que les latifundiaires) était telle que le démantèlement de l'un ne peut se faire sans procéder au démantèlement de l'autre. En effet, le grand capital portugais, c'était bien quelques familles et leurs puissants groupes économiques qui imposaient leur politique à l'Etat. Dès lors les premières mesures socialistes prises par un gouvernement soutenu par le MFA — un MFA où prédominent les éléments acquis au socialisme — ne pouvaient que susciter, dans un premier temps, la réticence, et ensuite l'opposition ouverte du secteur non-socialiste du MFA. La multiplication des mesures à caractère nettement socialiste a poussé à une rupture à l'intérieur du MFA. Ainsi apparaît l'existence d'un secteur du MFA peu disposé à empêcher le développement de violences anticommunistes, peu disposé à empêcher le développement de la contre-révolution. C'est ainsi que dans le Nord du Portugal, des officiers ont témoigné de la plus grande passivité dans le maintien de l'ordre et dans la défense des permanences de partis légalement constitués, tels que le PC, le MDP, le Mouvement de la gauche socialiste, le FSP, sans compter les permanences de l'Inter-syndicale.

Il y a donc également complicité objective à ce niveau-là.

Mais il faut aussi parler des militaires professionnels, extérieurs au MFA, et qui se disent non-politiques. Il est évident que lorsque une révolution se réalise effectivement, il n'y a plus d'apolitisme possible. Les intérêts de classe et la défense de privilèges poussent à l'adoption d'un comportement politique précis, et les militaires de carrière sont mis en demeure de s'engager dans un camp ou dans l'autre. Leur refus d'adhérer au MFA à une époque où ce MFA n'était encore qu'un mouvement antifasciste permet de

supposer que ces cadres de l'armée choisirent plutôt le camp antisocialiste.

— *Mais si la politisation a d'abord, du temps des guerres coloniales, gagné les « capitaines », n'assiste-t-on pas aujourd'hui à un processus de politisation des conscrits ?*

— En effet, les conscrits se politisent. Ils se situent de plus en plus nettement dans le camp de la révolution. C'est un phénomène qui se développe très vite, en particulier dans la marine et l'armée de terre. C'est ce qui explique que, dans plusieurs casernes, des miliciens aient refusé d'obéir au commandement d'officiers jugés politiquement trop modérés, c'est-à-dire complaisants à l'égard de la contre-révolution. Le prétendu apolitisme de ces officiers était précisément le reflet de cette complaisance. Et les miliciens sont nombreux à le récuser. On peut d'ores et déjà dire qu'il y a au Portugal deux armées : une au service de la révolution, une autre au service de la contre-révolution — la première étant pour le moment la plus organisée.

— *Une dernière question encore pour finir ce tour d'horizon des forces qui consciemment ou non servent la réaction. Comment situez-vous les organisations gauchistes ?*

— Je crois que les organisations gauchistes au Portugal sont sincèrement révolutionnaires et qu'elles croient servir la révolution, et cela me paraît vrai même pour l'ensemble des militants du Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (MRPP). Mais je crois avec la même force, pour avoir vérifié certains faits, que beaucoup de militants du MRPP sont utilisés par le fascisme. En effet, il me semble indéniable qu'un infiltration fasciste s'opère à l'intérieur de ce groupe, infiltration facilitée politiquement par les mots d'ordre du groupe lui-même, qui désigne deux ennemis principaux : le PCP, « parti social-fasciste », et le MFA, qu'il qualifie de « dictature militaire bourgeoise au service du social-fascisme » ou de « nouvelle PIDE ». Or, cet ennemi No 1 est aussi celui des fascistes. De là à concevoir une collaboration tactique entre MRPP et fascistes, il n'y a qu'un pas. Ce pas, les fascistes portugais le franchissent en infiltrant dans le MRPP, sans doute à l'insu de militants maoïstes de bonne foi, des cadres de choc. Est-ce vraiment par hasard que les assaillants de la permanence communiste de Braga ont lancé pendant l'attaque les cris de « A bas le social-fascisme », « A bas la nouvelle PIDE », qui sont les slogans les plus proclamés du MRPP ? Utilisé par les fascistes, le MRPP utilise lui-même comme troupes de choc anticommunistes une « chair à canon » dont les fascistes ont toujours cherché à disposer : des éléments du lumpenproletariat. Au Portugal, les fascistes utilisent des éléments du lumpenproletariat par MRPP interposé ; au Chili, l'organisation fasciste « Patria y Libertad » utilisait la même « chair à canon » par V.O.P. (Avant-garde organisée du peuple) interposée...

— *Les composantes de la contre-révolution sont donc assez diverses. Quelles sont les chances de cette contre-révolution ?*

— Ces chances varient et elles sont évidemment proportionnelles au volume des complicités et ces complicités, on l'a vu, sont importantes. D'où l'instance que mettent les révolutionnaires à les dénoncer. S'ils arrivent à y mettre un terme ou à les réduire, ils restreindront naturellement ces chances.

**Propos recueillis par Rosine Lewin.**

## Julien Lahaut

L'Académie royale de Belgique qui publie la biographie nationale, a demandé à Maxime Steinberg, pour son tome XXXIX actuellement à l'impression, des notices sur Joseph Jacquemotte et Julien Lahaut.

Les Cahiers marxistes ont déjà publié, en 1974, une étude de Maxime Steinberg sur Joseph Jacquemotte (1). Voici celle qui concerne Lahaut.

Son caractère scientifique, son souci de rigueur tranchent avec les odieuses calomnies publiées, notamment dans « La Libre Belgique », à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Julien Lahaut.

La mort de Julien Lahaut, survenue voici 25 ans, demeure encore entourée de mystère.

A peine rentré de Bruxelles, après une séance au Parlement, deux individus vêtus de gabardine claire — pour détourner l'attention d'autres détails identifiables — demandèrent à voir le député. En bras de chemise, cet homme de 66 ans, toujours disposé à recevoir des visiteurs, s'avance en confiance : 3 coups de colt le frappent à mort. Ses assassins, en parfaits professionnels, prennent la fuite sans laisser de trace.

L'enquête judiciaire piétina. Quelques rebondissements ultérieurs, à l'occasion de procès d'éléments d'extrême-droite, n'empêchèrent pas que, le délai écoulé, l'affaire Lahaut fût classée.

Cette fin tragique — exceptionnelle dans les annales politiques plutôt paisibles du pays — confère une aura d'héroïsme à une personnalité remarquable. L'homme sortait du commun.

C'était une nature, haute en couleurs, pleine de panache, une force, une énergie, à la voix chaude et prenante, au gros rire et à la boutade appropriée qui savait séduire son auditoire ; « **l'homme qui portait le soleil dans sa poche et en donnait un morceau à chacun** », disait de lui un compagnon de déportation, un comte polonais, peu suspect de sympathie politique.

---

(1) Maxime Steinberg : « **Un certain combat : Joseph Jacquemotte (1883-1369)** », dans les « **Cahiers Marxistes** », nouvelle série, n° 4 (23), 5<sup>e</sup> année, avril 1974, pp. 27-34; n° 5 (24), mai 1974, pp. 33-39; n° 6 (25), juin-juillet 1974, pp. 38-43.



Julien Lahaut rayonnait d'une volonté inébranlable de vivre : en mars 1928, atteint de broncho-pneumonie, il refuse le diagnostic de son médecin qui le condamne. Entouré de ses proches et avec l'énergie du désespoir, il réagit pour vaincre l'irréversible.

La même ardeur anime sa vie politique.

L'homme n'était ni théoricien, ni idéologue. Il n'avait pas la plume facile, Ce n'était pas non plus l'homme des discussions. Sa réflexion politique se situait à un autre niveau. Il illustre cette race de militants ouvriers, mus par l'instinct, voués à la lutte de classe, à l'action ouvrière. La politique n'était pas chez lui le fruit d'une

réflexion systématique, mais une pratique vivante dont les nécessités lui apparaissaient de manière très pragmatique, à partir des aspirations des masses, de leur capacité de compréhension et de leur disponibilité à l'action. C'est à ce niveau qu'il manifestait un sens politique certain. A l'écoute de la classe ouvrière, il déployait de remarquables talents d'agitateur. Le tribun donnait alors toute sa mesure. Quand il sentait les masses prêtes à agir, il parvenait, même devant un auditoire prévenu contre lui, à entraîner les ouvriers dans la lutte. Pour frapper les esprits, il avait le geste audacieux, spectaculaire, avec le côté épique d'une légende ouvrière.

C'était un lutteur. Le mot est parfois à prendre au sens physique : à la veille de la seconde guerre mondiale — il sera déporté pendant 4 ans — son casier judiciaire totalisait 37 mois et 13 jours de diverses peines de prison pour coups, outrages à divers représentants de l'ordre et même, en 1939, pour coups avec effusion de sang au député rexiste Raphaël Syndic, pendant la séance. Cette carrière politique agitée l'avait privé de son droit électoral : le conseiller communal, le conseiller provincial, le parlementaire ne vota, pour la première fois, qu'en 1950, lors de la consultation sur la question royale.

\* \* \*

Né à Seraing dans une famille ouvrière et socialiste, le 6 septembre 1884, Lahaut travailla dès 14 ans comme chaudronnier. A 18 ans, la grève générale pour le suffrage universel le trouva chez Cockerill d'où il fut congédié avec la vague de répression qui frappa le syndicalisme métallurgiste. Licencié à nouveau en 1908, après une grève au Val-Saint-Lambert, Lahaut fut choisi comme secrétaire permanent du syndicat « Relève-Toi » qu'il avait contribué à reconstituer avec Joseph Bondas et ses compagnons.

Les métallurgistes liégeois formaient dans le P.O.B. le fer de lance syndical de la tendance de Brouckère hostile à la participation gouvernementale. Ils entendaient opposer avec le syndicalisme « centraliste » un rempart contre « la déviation réformiste » de la politique socialiste. Le Centrale d'Education Ouvrière, animée par les marxistes, organisa des voyages syndicaux en Allemagne pour y étudier le centralisme. Lahaut y participa en 1911. Mais si les Liégeois, privés de tribune, lancèrent « La Lutte de classe » qui devint l'organe de la minorité marxiste, Lahaut n'apparut pas, à la différence d'autres membres de l'exécutif provincial de la Centrale des Métallurgistes, parmi les artisans de cette opposition marxiste.

De même, après la première guerre mondiale, Joseph Jacquemotte, prenant le relais de l'opposition ministérialiste avec ses « Amis de l'Exploité », Lahaut ne se manifesta pas dans cette minorité de gauche acquise à la Révolution d'Octobre et dont sortit, en 1921, le parti communiste. Pourtant, il avait été un témoin privilégié de la révolution russe, mais dans des conditions particulières. Lorsqu'éclata la guerre, Lahaut se laissa emporter par la vague de patriotisme qui précipita le socialisme belge dans l'« Union Sacrée ».

Rares furent en Belgique les socialistes de gauche qui adoptèrent le « **défaitisme révolutionnaire** ». Bien qu'au temps du tirage au sort, un « **bon numéro** » lui eût évité le service militaire, Lahaut se porta volontaire. Cet ouvrier métallurgiste fut versé dans les auto-canons où il acquit le grade de maréchal des logis. Sa conduite courageuse lui valut plusieurs décorations. On le crut même un instant mort. Envoyé sur le front russe, il assista à la révolution, mais de loin. Sa colonne fit retraite à travers la Sibérie d'où il fut rapatrié par l'Amérique, l'Angleterre et la France.

Son retour au pays en 1919 le jeta avec fougue dans la bataille sociale. La vague révolutionnaire déclenchée par la guerre se répercuta en Belgique dans une agitation sociale prolongée. Les fonctions de Lahaut à la Centrale des Métallurgistes le firent participer aux nombreuses grèves que connut la région liégeoise. Son adhésion au communisme fut tardive. Son cheminement s'opéra par un détour : ni sa réflexion sur la révolution russe ou sur l'attitude de son parti, ni ses critiques de la politique de collaboration gouvernementale ne le déterminèrent à rompre avec le P.O.B. Il était de ces militants que Joseph Jacquemotte avait espéré entraîner dans un parti communiste de masse en demeurant le plus longtemps possible dans le P.O.B. Syndicaliste, comme Jacquemotte d'ailleurs, il se tourna vers le communisme pour trouver enfin une réponse politique aux obstacles qui, au sein du mouvement ouvrier, entraient le déploiement du combat ouvrier.

La longue grève d'Ougrée-Marihaye fut cette expérience décisive qui, de la rupture avec le P.O.B., le conduisit, deux ans plus tard, à l'adhésion au P.C. La grève l'occupa pendant toute l'année 1921, précisément au moment où la gauche du P.O.B. se décidait à constituer le P.C. Limitée d'abord à un secteur de l'entreprise en mars, la grève prit l'allure d'un affrontement principal entre les métallurgistes et la direction. Une tentative d'occupation avortée, l'intervention de la gendarmerie, l'introduction des volontaires de la « **Ligue Civique** », l'intransigeance patronale accumulaient les défis au syndicalisme. Lahaut s'attacha aux grévistes dès le début. Quand la grève fut reconnue par la Centrale, il assura la liaison avec le comité de grève. Dans cette position, il se heurta à ses collègues de la Direction des métallurgistes, soucieux, tout en relevant le défi, de contenir une grève dont ils doutaient de l'efficacité en période de crise économique. La durée du conflit, l'ampleur de la grève épuisèrent la Centrale qui, après quatre mois, réduisit de 50 % les indemnités de grève. Lahaut s'employa à organiser l'hébergement des enfants pour soulager les grévistes. Il assista à leur départ où un calicot proclamait : « **Les patrons sont des méchants** ». Du haut de la passerelle de Seraing dont il avait fait sa tribune coutumière, Lahaut haranguait les grévistes et entretenait leur combativité. La grève durait maintenant depuis sept mois, quand on arrêta Lahaut pour atteinte à la liberté du travail. La protestation massive des grévistes révélait, en fait, que leur résistance venait d'être décapitée. Pendant son incarcération, la Centrale des

Métallurgistes obtint la cessation de la grève. Malgré cette défection, les mineurs des Charbonnages de Marihay qui, par solidarité, s'étaient joints aux métallurgistes contre le même patron, voulurent poursuivre la lutte. Sorti de prison, Lahaut essaya, avec eux et contre l'avis de la Centrale des Mineurs, de relancer le mouvement.

Ses conflits avec les dirigeants métallurgistes, son indiscipline dans l'affaire des mineurs — sur quoi se greffa l'élection de ses amis qui s'emparèrent de la direction des coopératives sérésiennes — lui valurent d'être exclu du P.O.B. La procédure fut longue, on eut recours à un arbitrage, le conseil général intervint. La rupture fut consommée. Lahaut qui bénéficiait d'une forte sympathie dans la classe ouvrière, s'était entouré d'un comité de défense syndical. Ralliant des éléments syndicalistes et révolutionnaires qui, dans la région, s'étaient toujours opposés au syndicalisme socialiste, il constitua un syndicat autonome, dont le nom, « **Les Chevaliers du Travail** », remontait aux origines du syndicalisme en Belgique. Il fut le secrétaire permanent de ce syndicat qui groupait, en 1926, quelque 6.000 métallurgistes et mineurs, dans la région wallonne du pays, mais dont la base était, avec un tiers des effectifs, le bassin industriel liégeois. Le syndicat adhéra à l'Internationale syndicale rouge. Lors de sa broncho-pneumonie, en 1928, Lahaut acheva sa convalescence, en URSS, dans un home des métallurgistes soviétiques, à Sotchi, sur la Mer Noire.

Son adhésion au parti communiste intervint immédiatement après l'affaire du complot, en 1923. Pour la justice, il était déjà un dangereux agitateur communiste. Il fut arrêté en mars, avec une cinquantaine d'autres militants communistes. Mais, après un mois de détention, il fallut le relâcher. Pour établir le lien criminel du complot, l'accusation se fondait, en effet, sur l'appartenance commune des inculpés au parti communiste. La réplique de Lahaut fut son entrée dans le parti communiste. Il y fut une recrue de poids. Secrétaire des « **Chevaliers du Travail** », il apportait le concours d'une organisation syndicale au moment où les syndicats socialistes s'efforçaient d'éliminer les militants communistes restés membres des organisations ouvrières non politiques. Au plan local, son rôle fut décisif dans l'implantation du communisme dans une région industrielle qui devint l'une de ses assises principales et grâce à laquelle, en dépit d'une représentation parlementaire limitée, il put, dans les moments de tension sociale, peser sur la vie politique belge. Entraîné par sa forte personnalité, le « **rayon** » de Seraing était, avec ses 130 membres, soit la moitié de l'effectif communiste dans la région, la base liégeoise du parti. Aux élections provinciales de 1925 et communales de 1926, la liste communiste menée par Lahaut — élu, dans chaque cas — remportait à Seraing plus des deux tiers des voix communistes liégeoises.

Le secrétaire des « **Chevaliers du Travail** » fut introduit aussitôt au Bureau Politique, la plus haute instance du parti. Son activité absorbante — il était le seul permanent — l'accaparait. Aux

séances du Bureau Politique ou du Comité Central, ses interventions étaient rares, son assiduité irrégulière. En fait, Lahaut et ses « **Chevaliers** » demeuraient en marge d'un parti pour qui la question syndicale résidait essentiellement dans la lutte menée pour maintenir ses positions menacées dans le syndicalisme socialiste et à travers elles, ses liens organisés avec la classe ouvrière. A Liège, « **Les Chevaliers du Travail** » — quasi tous les communistes sérieux y adhéraient — créaient une tension dans le parti entre affiliés soucieux de renforcer leur organisation et les autres membres que leurs préoccupations politiques portaient vers les syndicats socialistes.

L'adhésion tardive de Lahaut et sa position marginalisée lui furent reprochés dans la crise interne que connut le parti, en 1929/1930. La lutte contre « **l'opportunisme** » visa Jacquemotte qu'on évinça de la direction, en septembre 1929. Lahaut n'était pas directement concerné par le « **légalisme syndical** » dont Jacquemotte était accusé. Ses « **Chevaliers du Travail** » dont les effectifs s'amenuisaient, offraient, au contraire, un refuge aux communistes exclus des syndicats socialistes ou rebutés par leur modération et qui, dans leur dégoût, refusaient le projet ambitieux de Jacquemotte d'y constituer un vaste mouvement d'opposition syndicale révolutionnaire. Dans son sectarisme, le parti n'avait que trop tendance à réaliser cette opposition en dehors du syndicalisme socialiste. En 1930, resserrant son contrôle, le parti transforma les « **Chevaliers** » en « **Centrale Révolutionnaire des Mineurs** ». Mais, Lahaut rejoignait néanmoins les dispositions politiques de Jacquemotte, par sa démarche concrète et liée aux préoccupations immédiates des travailleurs. Comme chez Jacquemotte, la dénonciation du réformisme passait par une pratique amenant les ouvriers dans la lutte pour leurs revendications.

L'affaire de la députation permanente liégeoise — où Lahaut était impliqué — avait d'ailleurs été le signe annonciateur de la réaction sectaire où s'engageait le parti. Au nouveau conseil provincial, Lahaut et son collègue faisaient la balance. Sans eux, aucune majorité n'était possible. Les socialistes perdaient la députation permanente qu'ils devaient au soutien accordé par les communistes en 1925. Déchaîné maintenant contre « **le social-fascisme** », contre « **le parti ouvrier de la bourgeoisie** », le parti ne pouvait tolérer que les Liégeois accordent un tel appui. C'était, de ce point de vue, liquider le parti. « **Banqueroutiers** » ! Telle était l'accusation infamante dont on affublait Lahaut et ses amis. Mais, pour eux, renoncer à ce soutien, comme les y invitait le Comité central dans sa majorité, équivalait à se démettre devant les ouvriers liégeois. Comment se présenter devant eux en défenseurs de leurs intérêts si on refusait de soutenir un programme électoral où leurs revendications se retrouvaient ? Lahaut était trop sensible à l'opinion des ouvriers, disaient ses accusateurs. Le Comité central ayant tranché, Lahaut, qui n'acceptait pas volontiers d'être contredit, fit le geste que lui commandait son tempérament. Dignement, il quitta

la séance. De Seraing où il se concerta avec ses amis, il envoya, outre sa démission de conseiller provincial et communal, celle de membre du parti. Son exemple fut suivi.

Le parti ne pouvait, après l'hémorragie qu'avait été, deux ans plus tôt la scission trotskyste, se payer le luxe d'affaiblir encore son organisation liégeoise et surtout de compromettre les rapports qu'il voulait maintenant fructueux avec les « **Chevaliers du Travail** ». Bien qu'une partie du « **Bureau Politique Provisoire** » — la nouvelle direction du parti — fût encline à la rupture, on chercha avec Lahaut un difficile compromis. Lahaut qui avait veillé à ne pas commettre l'irréparable, s'engagea à se soumettre à la discipline et à marquer son accord avec la nouvelle orientation. Il avait compris qu'il fournissait à Jacquemotte, d'abord isolé, et qui sans le soutenir pleinement, ne l'avait pas désapprouvé, la base ouvrière dont il avait besoin pour redresser la ligne du parti. De leur rencontre naissait un courant politique qui, l'évolution au sein de l'Internationale Communiste aidant, pouvait sortir le communisme belge de son isolement sectaire. Sa démission rentrée était, selon ses adversaires les plus résolus, sa « **grande force de manœuvre** », « **son action creuse à Seraing** » pour « **mieux combattre le parti dans le parti** ». Ses contacts avec Jacquemotte s'établirent le plus normalement : le député communiste vint à plusieurs reprises apporter le soutien parlementaire aux efforts déployés pour étendre les grèves que la crise économique multipliait ; ainsi, en février 1930, durant le long conflit des mineurs du Horloz contre les licenciements et « **la rationalisation capitaliste** ». Ce fut d'ailleurs à Seraing, précisément dans le fief de Lahaut que se tint en mai 1931 ce qu'il appela « le congrès d'unité » : ces assises du parti communiste entérinèrent le retour de Jacquemotte dans la direction du parti et furent marquées par l'ouverture du comité central à un plus grand nombre d'ouvriers des grandes entreprises.

Si cette nouvelle orientation ne dégagait pas encore la politique communiste de ses penchants sectaires, le réalisme de Lahaut, son sens pratique, son instinct ouvrier, son ardeur lui donnaient l'oreille des assemblées ouvrières. Avec Jacquemotte, il prit la parole au meeting de Wasmes, organisé par le parti, le 20 juin 1932, pour appeler à la grève générale contre les diminutions des salaires prévues par la convention paritaire des mines. Le 24, il portait la contradiction au meeting de la Centrale des Mineurs, socialiste, qui dans la même localité, s'attachait à ramener les mineurs au respect des mots d'ordre syndicaux. Devant une salle hostile où il avait d'abord été brutalisé, Lahaut parvint à rallier les mineurs au mot d'ordre de grève générale. La plupart des dirigeants communistes — excepté Jacquemotte, grâce à son immunité parlementaire — furent arrêtés sous une nouvelle inculpation de complot, à l'instar de 1923. Cette fois, Lahaut ne fut libéré qu'avec l'abandon des poursuites. La grève générale contribua à renforcer le parti communiste. Au Parlement, il tripla ses effectifs. Lahaut vint rejoindre Jacquemotte comme député de Liège.

C'était une nouvelle tribune où sa présence ne passa pas inaperçue. Il n'hésita pas à brandir... le drapeau hitlérien pour dénoncer le danger fasciste. Ce trophée avait été arraché par une manifestante communiste hissée au balcon du consulat allemand, lors d'une marche commune de socialistes et de communistes, le 1er mai 1933 à Liège. Ce même drapeau, Lahaut le lacéra devant l'assistance enthousiaste du meeting antifasciste de la Salle Pleyel, à Paris, en juillet 1933.

L'antifascisme était, chez Lahaut, une tradition : déjà, en 1924, à la tête d'une contre-manifestation ouvrière, il avait dispersé le rassemblement de la « **Légion Nationale** » au cirque des Variétés, à Liège. La canne qu'il avait arrachée à Graff, réfugié dans un café, lui avait valu, entre autres faits, une condamnation à la prison. Autre condamnation, en 1935, pour avoir harangué la foule devant le pavillon italien à l'Exposition Universelle de Bruxelles, en guise de protestation contre l'agression mussolinienne en Ethiopie.

Son antifascisme ardent, ainsi que les bons rapports qu'il entretenait avec les socialistes à la Province, le disposaient à œuvrer à Liège pour constituer le « **Front populaire antifasciste** » et à réaliser l'accord entre les fédérations locales du P.O.B. et du P.C.B. Cette volonté d'unité d'action avec les socialistes entraînait la « **Centrale Révolutionnaire des Mineurs** » à proposer, mais vainement, la fusion avec la « **Centrale des Mineurs** » avant de se dissoudre, en 1937 et d'appeler les « **révolutionnaires** » à s'affilier à titre individuel au syndicat socialiste. Lahaut était ainsi dans le Parti l'un des artisans les plus convaincus de la ligne unitaire que Jacquemotte, devenu secrétaire général, imprimait depuis avril 1935 à la politique communiste.

La mort inopinée de ce dernier, en octobre 1936 — il était de la même génération que Lahaut — laissa un grand vide dans la direction communiste. Pour assurer cette succession, une collégialité s'imposait. Lahaut fit partie du secrétariat tricéphale qui remplaça le secrétaire général défunt. Si le rapport politique incombaît au jeune adjoint de Jacquemotte, Xavier Relecom, le rôle de Lahaut ne se réduisait pas à prononcer de « **vibrants** » discours. L'application des directives de l'Internationale Communiste réclamait cette intuition des réalités concrètes de la condition ouvrière, cette confiance dans la combativité des masses laborieuses qui étaient l'apport propre de Lahaut.

Dans cette direction, Lahaut était aussi la personnalité de prestige, mais sa fonction représentative ne s'exerçait pas principalement au Parlement. Il assumait la responsabilité de la campagne d'aide à l'Espagne républicaine, campagne aux aspects multiples : solidarité matérielle ; soutien politique, notamment en direction du P.O.B. pour éviter la reconnaissance de Burgos ; aide militaire, avec les participants belges aux Brigades Internationales. Lahaut accompagna un convoi de vivres à Valence et à Madrid. Chez lui, il hébergea des enfants républicains.

Dans les années difficiles de 1939 et de 1940, il lui incombait, après le pacte germano-soviétique et l'occupation, d'incarner la politique communiste de présence au service de la population laborieuse et de défenses de ses intérêts. Il était en effet la personnalité publique du parti et sans conteste, la plus populaire. Il était trop connu pour figurer dans l'appareil clandestin mis en place dès novembre 1939, et avec lequel il collabora. En mai 1940, il fut, avec Xavier Relecom, le principal porte-parole communiste dans le débat sur la défense des institutions nationales. Une loi « **scélérate** » menaçait l'existence légale du parti. Après son adoption, les cadres du parti passèrent dans une semi-légalité. Le rôle public de Lahaut devint plus difficile. Objet d'un mandat d'amener, il échappa à l'arrestation le 10 mai 1940.

Ici se place l'épisode qui, après la libération, suscita de vives contestations en dehors du parti. Audacieux et exploitant toutes les possibilités, il n'hésita pas à se rendre dans le Sud de la France pour prendre contact avec les réfugiés et aider à leur rapatriement. Le secrétariat clandestin lui donna carte blanche. A la demande du conseil communal de Seraing qui l'avait désigné comme échevin des Travaux publics et avec l'appui de la députation permanente dont les communistes venaient d'être exclus, il obtint de l'autorité occupante l'autorisation de ce voyage. Il justifia sa requête par l'argument que la présence du personnel des entreprises était nécessaire pour la reprise de l'activité économique. L'autorité militaire s'inquiéta, pour sa part, des discours « **séditieux** » qu'il tint en France.

Lahaut, emporté par son tempérament, s'était placé dans une situation délicate. Son passé antifasciste levait toute ambiguïté cependant. Le 5 janvier 1941, son audace trouva à s'exercer dans cette même tradition. Degrelle avait organisé à Liège une concentration rexiste pour donner une dimension populaire à son récent ralliement à l'hitérisme. Bien que l'ordre fût maintenu par l'occupant, les communistes, les jeunes gardes socialistes s'étaient mobilisés pour conspuer les visiteurs rexistes. Donnant l'exemple, Lahaut ne fut pas le moins actif dans cette contre-manifestation « **spontanée** ».

Mais ce fut dans son fief, à Seraing, sur son terrain, l'action gréviste, que Lahaut devait s'illustrer et consacrer la politique préconisée par le parti communiste. Il importait aux communistes de démontrer que la classe ouvrière pouvait par sa lutte quotidienne contre le capitalisme réaliser, contre l'occupant, le Front Populaire pour l'Indépendance. Appelant à la grève en dépit de l'occupation, les communistes liégeois, animés par Lahaut, cherchèrent à organiser le mécontentement des métallurgistes dont les salaires venaient d'être réduits. « **La grève des 100.000 métallurgistes** » éclata, à Cockerill, le 10 mai 1941, jour anniversaire de l'invasion. Lahaut établit la liaison entre le conseil communal de Seraing et le comité gréviste. A la tête d'une délégation, il se rendit à Bruxelles, auprès des secrétaires généraux et du Comité Central Industriel. A

son retour, sommé par les Allemands de faire cesser la grève, il lança à la foule des grévistes qu'on se préparait à charger, son fameux : « **Dispersez-vous, mais nom di dju, que la grève continue.** » Cette grève, finalement victorieuse, eut pour les communistes et pour tout un secteur de la résistance, une portée politique considérable. Elle confirma le parti dans la politique qu'il proclama, en mai 1941, dans son « **Manifeste aux peuples de Flandre et de Wallonie pour l'Indépendance** » et qui inspira son action durant la guerre, dans le « **Front de l'Indépendance** ».

Passé dans la clandestinité, Lahaut qui, dans son indiscipline, ne respectait pas scrupuleusement les consignes, se fit arrêter, chez lui, lors de l'opération « **Sonnevende** ». Enfermé à la Citadelle de Huy, il tenta plusieurs évasions. Au quatrième essai, le 25 août 1941, il doit se glisser par la seule meurtrière non murée, mais où passent les fils électriques. Son jeune compagnon, Jean Terfve réussit sans dommage. Lui, plus corpulent, heurte les fils. Sous le choc, il fait une chute de 8 mètres. Blessé à la tête, il s'évanouit. Roué de coups, il séjourna au cachot. Le 21 septembre, malgré sa faiblesse, il fut déporté à Neuengamme.

Dans les conditions inhumaines de la déportation, il ne capitula pas : il organisa les communistes et paya d'exemple dans le dévouement et la solidarité sans lesquels rares étaient les déportés qui survivaient. Au début de 1942, atteint de dysenterie, il combattit lui-même son mal pour éviter l'infirmerie qui signifiait sa condamnation. Dès que les détenus furent mis au travail dans les usines de guerre, en 1942, Lahaut organisa des sabotages. Condamné à mort, le 13 juillet 1944, il fut envoyé au camp d'extermination de Mauthausen. Le régime du camp faillit avoir raison de son énergie. Malade de l'œdème, il fut sauvé par une médecin tchèque et survécut jusqu'à la libération du camp, le 25 avril 1945.

Son retour en Belgique — et surtout à Seraing — fut un véritable triomphe. Mais, l'homme, âgé de 60 ans et épuisé par quatre années de captivité, n'était plus en mesure d'occuper la place laissée en 1941, dans un parti que la guerre avait changé. Le parti, « **le parti des fusillés** » comme il l'appela dans l'hommage qu'il rendit à ses 2.000 victimes à la Chambre, en juillet 1945, avait ses ministres au gouvernement, un groupe parlementaire important et les adhérents affluaient en masse. Des jeunes, formés dans la clandestinité, avaient pris la relève. Lahaut était une personnalité trop considérable pour que son rôle fut effacé. Son expérience, en particulier, était une aide précieuse qu'il ne fallait pas négliger. Sur sa proposition, on créa pour lui, le 11 août 1945, le poste de président du parti ; en fait, une présidence d'honneur, une présence prestigieuse, un drapeau. Dans les campagnes que le parti lançait sans discontinuer, Lahaut dont la ferveur s'enflammait à ce contact avec les masses, enthousiasmait les militants, dans les manifestations, les meetings et les grèves.

L'« **affaire royale** » vint mettre un point final tragique à cette carrière politique mouvementée.

La crise fut d'une rare violence : un militant communiste faillit être écrasé à Schaerbeek, le 11 mars 1950, à la veille du referendum sur l'éventualité du retour du roi. La venue de Léopold III en Belgique provoqua une grève générale qui, avec la menace d'abandon de l'outil et une marche sur Bruxelles en état de siège, revêtit un caractère quasi-insurrectionnel. Le 30 juillet, à Grâce-Berleur, la gendarmerie tira : trois grévistes furent tués ; le 4 août, une bombe explosa au siège central du Parti communiste et endommagea la façade.

Le calme revenait à peine quand se produisit, au Parlement, le « scandale » du 11 août 1950. Alors que le Prince royal levait la main pour prêter le serment constitutionnel, des cris éclatent dans le silence cérémonieux : « **Vive la République** » ! Qui a crié ? Lahaut seul ? des parlementaires de l'extrême-gauche ? tout le groupe communiste ? Les versions de l'incident sont contradictoires. Un fait est certain. Le parti communiste qui venait d'essuyer un rude échec aux élections législatives de juin, radicalisait son attitude : le Bureau Politique décida le principe d'une protestation républicaine, lors de la cérémonie. Le geste requérait un certain courage personnel. Il convenait au tempérament fougueux de Lahaut. Avec sa voix de stentor, fut-il davantage remarqué ? Toujours est-il que quelques jours plus tard, le président du parti communiste était abattu par deux tueurs professionnels.

L'assassinat de Lahaut fut considéré — et non seulement dans les milieux communistes — comme un crime politique d'inspiration « léo-rexiste », pour reprendre les termes du communiqué du Bureau politique. L'émotion fut vive. La F.G.T.B. décréta la grève générale et l'inhumation de la dépouille fut une démonstration massive de l'indignation ouvrière. L'enquête judiciaire cependant partit de l'idée qu'il s'agissait d'un règlement de compte interne au parti. Cette fausse piste dévoya-t-elle l'enquête, comme le prétendent les intéressés ? N'aurait-il pas fallu, au contraire, diriger les investigations vers les ramifications internationales d'un complot qui aurait visé dans la même période les dirigeants des partis communistes, avec l'assassinat du secrétaire général, au Japon, des attentats manqués contre Palmiro Togliatti en Italie et Jacques Duclos en France ?

Le mystère demeure entier, mais en frappant Julien Lahaut, ses assassins atteignaient, comme le proclama le Bureau Politique, « le drapeau du parti communiste, le symbole de la classe ouvrière ». Sa mort violente donnait au communisme belge un martyr prestigieux.

---

Entretiens avec Jean Terfve, avec Xavier Relecom — Archives de la Fondation Jacquemotte — Dossier Lahaut à la Commission Centrale de Contrôle Politique du Parti Communiste — B. Claessens : **Julien Lahaut, Une vie au service du peuple**, Edition S.P.E., Bruxelles, sd., 48 p. — J. Gérard-Libois et J. Gotovitch : **La Belgique occupée. L'An 40**, Ed. Crisp, Bruxelles, sd., 517 p.

## Le point sur la crise économique

Crise, récession, dépression, ces termes sont devenus familiers. Comme le jargon économique n'est pas codifié, il arrive toutefois que le même mot ait plusieurs acceptions. Selon le cas, la *dépression* est une phase des fluctuations périodiques de l'activité économique ou un simple synonyme de crise. Et le terme *crise* lui-même peut désigner des phénomènes très différents : on parle de crise cyclique, de crise structurelle et même de crise générale du capitalisme. Commençons donc par quelques précisions de vocabulaire.

Les *crises économiques périodiques* sont une caractéristique du capitalisme. Avant que celui-ci ne devienne le mode de production dominant, l'humanité connut certes des alternances d'années de vaches maigres et d'années de vaches grasses. La production étant surtout agricole, elles étaient le plus souvent dues aux caprices des saisons et des récoltes et c'est seulement depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle que les crises économiques se sont généralisées. La première crise industrielle qui frappa toute l'économie d'un pays éclata en Angleterre en 1825.

Ces crises économiques sont des crises de *surproduction*, surproduction non pas absolue mais relative, le surplus de marchandises n'existant que par rapport à la demande solvable et non pas par rapport aux besoins réels de la société. « *La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société* ». (Karl Marx. « Le Capital », Livre III, Tome II, p. 145).

Ces crises de surproduction sont *cycliques*, c'est-à-dire qu'elles se succèdent depuis le début du XIXe siècle à un rythme plus ou moins régulier, les périodes d'expansion étant suivies de périodes de recul pendant lesquelles la production se contracte jusqu'à s'abaisser au niveau de la demande solvable dans la société.

Ces crises périodiques font partie de la vie « normale » du système, de son fonctionnement. Elles sont la solution capitaliste à la surproduction (suraccumulation) de capital. Cette « mise en jachère » du capital sous toutes ses formes (moyens de production qui fonctionnent au ralenti, salariés en chômage) constitue du point de vue capitaliste un assainissement d'une économie momentanément engorgée.

Grosso modo, ces cycles comportent quatre phases désignées par des termes qui varient selon les auteurs : la *crise* (ou krach) est suivie d'une période de *dépression* (stagnation ou marasme) à laquelle succède une période de *reprise* (prospérité) qui aboutit à un *essor* (surproduction) auquel met fin une nouvelle crise, fin d'un cycle et point de départ d'un autre. « *Comme les corps célestes une fois lancés dans leurs orbites les décrivent pour un temps indéfini, de même la production sociale une fois jetée dans ce mouvement alternatif d'expansion et de contraction le répète par une nécessité mécanique.* » (« Le Capital », Livre I, Tome III, p. 77).

Si le terme *dépression* désigne une des phases de ce cycle économique classique, il est aussi utilisé aujourd'hui comme synonyme de *crise*. C'est ainsi que les Américains avaient dénommé la grande crise de l'entre-deux-guerres (The Great Depression) et le mot a été repris avec le même sens en français.

La *récession*, terme utilisé pour désigner une crise de caractère peu prononcé, nous vient également des Etats-Unis où il a été imaginé après la « grande dépression » pour éviter d'éveiller le souvenir de cette crise catastrophique. D'une profondeur et d'une durée sans précédent, la crise des années '30 fut en effet bien plus qu'une crise cyclique. Elle vit s'enrayer tous les mécanismes autorégulateurs du capitalisme et fut une véritable *crise structurelle*, une crise qui ne fait pas partie du fonctionnement « normal » du système mais fait au contraire apparaître la nécessité de transformer profondément son mode de fonctionnement.

Par *crise générale du capitalisme*, on désigne tout autre chose, non pas un phénomène essentiellement économique, mais les conséquences qu'ont eues pour le capitalisme le fait qu'il a cessé d'être un système unique rayonnant sur le monde entier.

S'inspirant d'une idée exprimée par Lénine, la théorie de la *crise générale du capitalisme* a surtout été développée par les auteurs soviétiques. Ceux-ci soulignent que cette crise générale s'est ouverte avec la victoire de la Révolution d'Octobre 1917, qu'elle a pris de l'extension après la seconde guerre mondiale quand toute une série d'autres pays d'Europe et d'Asie se sont détachés à leur tour du système capitaliste et qu'elle s'est encore approfondie par la suite avec la désagrégation du système colonial.

Tout cela est rigoureusement exact mais comme cette *crise générale du capitalisme* embrasse toute une période historique, de très nombreuses transformations, de caractère parfois contradic-

toire, se sont produites depuis qu'elle s'est ouverte. Si le capitalisme s'est heurté à de nombreuses difficultés, il a souvent trouvé le moyen de les surmonter et il est même parvenu, tout au moins pendant les vingt-cinq années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, à connaître un regain de vitalité.

En Belgique, par exemple, la production industrielle a *triplé* en un quart de siècle (1948-1973), augmentant plus vite qu'elle ne l'avait jamais fait avant que ne s'ouvre la « crise générale du capitalisme » et de façon beaucoup plus régulière : cette progression fut pratiquement ininterrompue pendant 15 ans (de 1958 à 1973), les baisses cycliques se limitant à un ralentissement des rythmes de croissance (en 1965-66).

Si la *crise générale du capitalisme* est un fait, il ne suffit donc pas de s'y référer et de constater son aggravation pour expliquer les transformations qui se sont opérées au cours des soixante dernières années et le caractère de la crise actuelle.

## LA FIN D'UNE PERIODE

Comment définir la crise actuelle ? Quel est son caractère ? Ce sont des questions qui ont déjà suscité de nombreuses discussions et sur lesquelles beaucoup de spécialistes hésitent encore à se prononcer.

Sa gravité exceptionnelle porte à croire que cette crise marquera un tournant, la fin d'une longue période, et entraînera des modifications profondes des mécanismes économiques. De même que la crise cyclique de 1873 fut le début de la « longue dépression » qui se poursuivit pendant près de vingt ans et vit le capitalisme des monopoles se substituer au capitalisme classique de libre concurrence. Et que la crise qui éclata en 1929 stimula le passage de ce capitalisme des monopoles au capitalisme monopoliste d'Etat (néo-capitalisme).

Dans quelle mesure la crise actuelle peut-elle se comparer à celle de l'entre-deux-guerres ? Encore que la question ait souvent été posée ces derniers mois, il faut se méfier des parallèles historiques. L'Histoire ne se répète jamais et si on passe en revue les différents aspects de la conjoncture (activité industrielle, évolution du chômage, mouvement des prix, taux d'intérêt, etc.) on constatera que les symptômes de crise actuels diffèrent sensiblement de ceux de 1929. Les ressemblances sont même moins nombreuses que les dissemblances.

A certains égards, la situation actuelle peut sembler moins dramatique qu'il y a 45 ans. Une meilleure connaissance des mécanismes économiques a permis d'assurer un fonctionnement moins anarchique du système. En même temps, le renforcement du mouvement ouvrier a permis aux travailleurs des pays capitalistes d'arracher une série de conquêtes sociales (assurance-chômage, indexation des salaires, etc.) qui préservent dans une certaine mesure le pouvoir d'achat de la masse de la population et empêchent par conséquent une baisse aussi brutale de la production.

Pour l'essentiel, la crise actuelle est toutefois *plus grave* car elle met plus fondamentalement en cause les structures mêmes du capitalisme, la validité du système.

## D'UNE CRISE A L'AUTRE

La crise des années 1930 marqua un tournant dans l'évolution du capitalisme. Elle fit apparaître que ses mécanismes autorégulateurs ne suffisaient plus pour assurer le fonctionnement du système. Placé devant de nouveaux problèmes, le capitalisme fut amené à confier de nouvelles fonctions à l'Etat dans l'économie et dans la société. La crise obligea les pouvoirs publics à secourir les entreprises menacées de faillite et les cercles dirigeants de la bourgeoisie furent de plus en plus amenés à faire appel à l'Etat pour relancer l'économie défaillante (grands travaux, investissements publics, réarmement, etc.).

Les interventions de l'Etat ont pris encore plus d'ampleur pendant et après la seconde guerre mondiale. Elles sont devenues d'autant plus nécessaires que les débuts de la révolution scientifique et technique accentuent la baisse tendancielle du taux de profit provoquée par l'élévation de la composition organique du capital, c'est-à-dire par l'augmentation du capital constant (installations, équipements, etc.) par rapport au capital variable (salaires) qui est le seul à fournir la plus-value, par conséquent le profit. Les nouvelles techniques réclament en effet des équipements plus coûteux et l'accélération des progrès technologiques entraîne un « vieillissement » plus rapide de l'outillage, une « usure morale » qui nécessite des amortissements accrus.

Les interventions de l'Etat ont permis de contrecarrer cette baisse tendancielle du profit. Octroyées sous des formes diverses (subsidés, crédits à long terme, dégrèvements fiscaux, commandes publiques, etc.), elles permettent de relever le taux du profit des capitaux privés, en premier lieu des capitaux des grandes entreprises qui dominent l'économie.

Cette aide massive de l'Etat entraîne toutefois un accroissement des dépenses publiques qui accentue les tendances inflationnistes qui constituent également une caractéristique du capitalisme contemporain.

*L'inflation*, qui s'exprime en pratique par une hausse généralisée des prix, revêt depuis un quart de siècle un caractère très différent de celui qu'elle avait auparavant. Au lieu d'être un phénomène exceptionnel, qui se produisait seulement en période de guerre ou lors de catastrophes économiques, elle est devenue permanente. Bien qu'elle continue à être nourrie par les déficits des pouvoirs publics, sa principale source est à présent le gonflement de l'endettement privé, en premier lieu des grandes entreprises capitalistes. Et sa forme dominante n'est plus tellement l'émission excédentaire de papier-monnaie. Les banques ont acquis la possibilité de créer de la monnaie en quantité pratiquement illimitée grâce au développement de la monnaie scripturale (chèques et virements) qui leur permet de multiplier les moyens de paiement en gonflant démesurément les crédits qu'elles accordent.

Ce recours massif au crédit est devenu nécessaire pour faire fonctionner le système, pour combler — tout au moins pour un temps — l'écart croissant entre les capacités de production et les débouchés offerts aux produits. Depuis la seconde guerre mondiale, tous les pays capitalistes ont basé leur développement et leur activité sur le crédit et l'inflation.

Si l'inflation permet d'élargir les marges bénéficiaires des entreprises et facilite leurs investissements, les perspectives de dépréciation monétaire provoquent l'escalade des taux d'intérêt qui finissent par atteindre des niveaux prohibitifs. Comme leurs charges financières s'alourdissent, les entreprises les répercutent dans leurs prix de vente, ce qui accélère l'inflation qui se nourrit ainsi elle-même.

A partir d'un certain point, l'inflation cesse de stimuler l'activité productive et tend à la ralentir. De moteur, elle devient un frein aux investissements. Des doses de plus en plus fortes d'inflation deviennent nécessaires pour exercer un effet. Passée une certaine limite, les facilités qu'elle offre se transforment en leur contraire. La « drogue tonique » devient une « drogue toxique ».

## UNE SECOUSSE BRUTALE

C'est à cela que nous assistons aujourd'hui. Depuis la seconde guerre mondiale, les interventions de l'Etat et le recours croissant à l'inflation avaient assuré un regain de vitalité au capitalisme. Pendant tout un temps, les principaux pays capitalistes ont connu une croissance économique accélérée, favorisée par la désynchronisation des mouvements cycliques : les phases de dépression aux Etats-Unis coïncidèrent souvent avec des phases d'essor dans les autres pays. Depuis 1940 aux U.S.A. et depuis 1948 en Europe occidentale, les forces productives se sont développées à un rythme d'autant plus rapide que leur croissance était stimulée par l'accélération des progrès technologiques. Aussi bien les capacités de production que la productivité se sont accrues presque sans interruption.

Tout cela a contribué à accréditer pour un temps l'idée que le capitalisme avait appris à éviter les fluctuations économiques et à assurer une expansion continue. La secousse provoquée par la crise n'a été que plus brutale.

Contrairement à ce qu'on a parfois prétendu, cette crise n'a pas été provoquée par la hausse du prix du pétrole. Nous l'avons dit à l'époque et le *Livre Blanc 1974* publié par le Ministère des Affaires économiques le confirme : « *le revirement de la conjoncture s'est déjà fait sentir après l'été 1973, donc avant la crise pétrolière* ».

Les premiers symptômes de cette crise qui atteint le fonctionnement des mécanismes mêmes du système sont apparus beaucoup plus tôt : avec la crise monétaire dont les premières manifestations remontent à 1968 (création du double marché de l'or) pour aboutir à leur point culminant après la suppression de la convertibilité du dollar (août 1971) qui disloqua tout le système monétaire international édifié à Bretton Woods en partant de l'acceptation du leadership américain sur le monde occidental.

## UNE CRISE D'UN TYPE NOUVEAU

Il faut percevoir toute la gravité, mesurer la profondeur de cette crise qui n'est pas seulement une crise cyclique de surproduction.

C'est un système appuyé sur toutes les ressources des techniques modernes, de l'économétrie et de l'informatique qui se détraque. Un régime qui se targuait d'avoir appris à surmonter ses contradictions, à assurer une croissance régulière et le plein emploi, à réaliser une « société d'abondance ». Un capitalisme qui ne peut plus recourir aux recettes qui lui avaient permis de retrouver une vitalité éphémère (les interventions de l'Etat et l'inflation) car ces recettes ont atteint les limites de leur efficacité. Elles ne suffisent plus pour empêcher le système de se détraquer.

Du même coup, c'est tout le système qui se voit mis en cause. Car cette crise n'est pas seulement économique. C'est une crise d'un type nouveau qui s'étend à tous les domaines de la vie sociale, à la politique, à la culture, à l'idéologie. Et elle se manifeste aussi bien dans la vie intérieure de chaque pays que dans les rapports internationaux.

En faisant brutalement apparaître que le capitalisme n'est plus capable de répondre aux besoins de développement de l'humanité, la crise pose la question du passage à une organisation fondamentalement différente de la société, au socialisme. Si les retombées de la crise se font sentir à des degrés divers dans les pays socialistes, notamment par ses incidences sur le commerce international, la situation de ces pays offre néanmoins un contraste étonnant : l'U.R.S.S. et la plupart des autres pays socialistes continuent à connaître une croissance stable et régulière de leur économie.

La crise du capitalisme remet aussi en question l'hégémonie des pays du « centre » du système, des pays capitalistes industrialisés, sur les pays de sa « périphérie », les pays du Tiers-Monde. Elle remet en question des rapports fondés sur une division internationale inégale du travail qui a entraîné un écart grandissant entre ce « centre » industrialisé et les pays sous-développés. Elle s'accompagne d'une prise de conscience croissante de la nécessité d'un nouveau type de développement basé sur la satisfaction prioritaire des besoins des grandes masses par une transformation profonde des rapports de production dans la « périphérie ».

## LE CREUX DE LA VAGUE ?

Si la crise actuelle est bien plus qu'une crise cyclique, cela ne signifie pas que le cycle économique ne puisse reprendre. Même si les procédés traditionnels de relance ont perdu beaucoup de leur effet, ils ne sont pas devenus totalement inefficaces. Une reprise est donc possible, reprise qui pourrait du reste s'accompagner d'une nouvelle poussée inflationniste sans réduire beaucoup le chômage.

Des signes de redressement se sont manifestés ces derniers mois aux Etats-Unis. Les observateurs ne cachent toutefois pas que « *la reprise sera constamment menacée par le double péril de l'inflation et de l'anémie* ». (« Agefi », 27 juillet 1975). Nombre d'experts américains voient du reste le retour de « l'inflation à deux chiffres » aux Etats-Unis en 1977. (« Le Monde », 5 juillet 1975). Et ils ne s'attendent pas à une diminution rapide du chômage. « *Certains estiment que le taux de 7,5 % ne pourrait être atteint — et il serait encore cinquante pour-cent de plus que ce que les adminis-*

trations fédérales avaient l'habitude de considérer comme « tolérable » — que vers la fin de 1977 ». (« L'Echo de la Bourse », 17 juillet 1975). « Les conseillers du président Ford ne prévoient du reste pas de retour au plein emploi dans un avenir prévisible. Selon leurs évaluations, il ne tombera pas en-dessous de 5 % d'ici à la fin de la décennie ». (« L'Echo de la Bourse », 1 juin 1975).

Les perspectives économiques de l'O.C.D.E. ne sont pas plus optimistes. « L'allure de l'essor escompté n'est pas très rapide et n'exclut sans doute pas que le chômage marque encore une légère augmentation au début de la reprise et ne se réduise pas sensiblement (si tant est qu'il diminue) pendant le reste de la période allant jusqu'au milieu de 1976... Le redressement décrit pour le proche avenir est si faible que l'on est contraint de se demander s'il pourra se maintenir durablement ». (Rapport annuel, juillet 1975).

Les perspectives ne sont pas meilleures en ce qui concerne plus spécialement la Belgique.

Depuis plusieurs mois, il s'y trouve aussi des émules de feu le Dr. Coué pour annoncer que la reprise est proche. Au début de l'année déjà, lors de son accession à la présidence de la F.E.B., M. Roger van der Schueren déclara qu'il avait « l'impression que nous touchons au creux de la vague ». (« Le Soir », 22 février 1975). Quelques semaines plus tard, au cours d'une réunion que l'O.C.D.E. tint à Paris, le ministre des Finances Willy De Clercq exprima l'avis que « le moment le plus dur de la récession est maintenant derrière nous ». (« Le Soir », 11 avril 1975). Et l'Aperçu de l'évolution économique établi à la fin du mois de juin par le Service des Etudes du Ministère des Affaires économiques estima de son côté que « le creux de la récession actuelle est pratiquement atteint. »

Mais ce dernier diagnostic, basé sur le redressement du « baromètre de la conjoncture » de la Banque Nationale dut être rectifié le mois suivant car la faible amélioration constatée en mai ne s'était pas poursuivie : la « courbe synthétique » avait marqué une nouvelle régression.

Il y aura bientôt un an, le 17 septembre 1974, M. Tindemans avait organisé une conférence de presse réunissant sept ministres et secrétaires d'Etat pour annoncer que la lutte contre l'inflation liée au maintien de l'emploi avait la priorité sur tous les problèmes dans les préoccupations du gouvernement. « Nous parviendrons à juguler l'inflation qui risque d'ébranler les fondements mêmes de notre société », proclama-t-il.

En dépit de ses trois « phases », le programme anti-inflation du gouvernement s'est soldé par un échec total. Les prix ont continué à grimper et l'activité économique à ralentir.

L'index des prix de détail d'août 1975 dépasse de plus de 11 % celui d'août 1974. Les indices de la production industrielle ont baissé de près de 20 % et la durée assurée d'activité des entreprises a diminué de 25 % depuis un an. Près de 30 % de l'appareil de production des industries transformatrices est inutilisé. 129 entreprises ont fermé leurs portes pendant le premier trimestre de l'année (contre 79 en 1974) et on a enregistré 1.120 faillites pendant le premier semestre de 1975 (contre 862 en 1974).

Quant au chômage, il a augmenté à un tel rythme que les facteurs saisonniers n'ont pu atténuer son accroissement. En août 1975, on comptait 175.000 chômeurs complets en Belgique (soit 78.000 de plus qu'un an plus tôt) et quelque 100.000 chômeurs partiels.

Si la situation s'est tellement dégradée, ce n'est pas à cause des « hausses salariales excessives », comme la F.E.B. le prétend. Les statistiques de la *Commission européenne* montrent que les coûts salariaux *par unité de valeur ajoutée brute* n'ont pas augmenté plus vite chez nous que dans la plupart des autres pays de la C.E.E. :

	En 1973	En 1974	1973 + 1974
Italie	+ 12,5 %	+ 22 %	+ 37,2 %
Royaume-Unie	+ 7,5 %	+ 26 %	+ 35,4 %
Irlande	+ 8,9 %	+ 18,5 %	+ 29 %
Danemark	+ 8,8 %	+ 18,5 %	+ 28,9 %
France	+ 7,6 %	+ 14,5 %	+ 23,2 %
Belgique	+ 7,9 %	+ 13 %	+ 21,9 %
Pays-Bas	+ 9,7 %	+ 11 %	+ 21,7 %
Allemagne fédérale	+ 7 %	+ 9 %	+ 16,6 %

La preuve que ce ne sont pas les coûts salariaux qui menacent la capacité concurrentielle de l'industrie belge, c'est que de nombreuses firmes étrangères continuent à trouver avantageux d'installer des unités de production en Belgique et d'agrandir celles qu'elles y exploitent déjà. La *Stauffer Chemical* est en train de construire une usine dans le zoning de Seneffe et, au mois de juillet encore, le *CMCES* a entériné des projets bénéficiant d'aides de l'Etat présentés par *Union Carbide*, *Minesota Mining*, *Kaneka*, *UCB-ICI*, *Volvo-Daf* et *Ford Tractor* totalisant 13,5 milliards F d'investissements.

La politique d'austérité préconisée par la F.E.B. et le gouvernement Tindemans-De Clercq aurait pour seul effet d'aggraver encore le chômage et de compromettre les possibilités de reprise en réduisant les débouchés des entreprises travaillant pour le marché intérieur.

Les milieux d'affaires dont l'activité dépend de ce marché en sont conscients et les exposés des dirigeants de *GB-Inno-BM* à leur assemblée d'actionnaires (30 avril 1975) sont significatifs : « *Nous avons sous la main une possibilité d'action rapide et relativement facile pour développer la production. C'EST LE MARCHE INTERIEUR. Celui-ci est considérable. En 1974, les exportations ont atteint 1.097 milliards F, la consommation privée 1.250 milliards F, les ventes au détail 770 milliards F. La consommation privée est donc supérieure au chiffre des exportations. Or il est plus facile de promouvoir et de relancer la consommation privée que l'exportation. En effet, la consommation est une chose extensive... Si l'on veut qu'il y ait moins de chômage, il faut que les usines tournent, pour qu'elles tournent, il faut que les produits fabriqués puissent se vendre. Et pour les vendre, il faut des consommateurs qui consomment.* »

Pour empêcher la situation de se dégrader, il faut préserver le pouvoir d'achat de la masse des travailleurs. Le *Conseil central de l'économie* l'a reconnu dans son dernier avis semestriel de la con-

joncture : « la consommation privée constitue sur le plan national un facteur important de soutien, à court terme, de l'activité ». (27 juin 1975).

Pour ranimer l'activité économique de façon durable, pour éviter que « la vague au creux de laquelle nous nous trouvons ne soit suivie par une autre, peut-être un peu plus profonde » (comme l'écrivait l'Agefi, 29 juin 1975), il faudra faire plus.

Réorienter l'appareil productif du pays en donnant la priorité à des investissements qui ne viseront plus, comme maintenant, à augmenter des capacités déjà pléthoriques mais à assurer une meilleure utilisation des ressources disponibles, ce qui implique une direction consciente de l'économie, une planification démocratique.

Diversifier nos exportations, dont plus de 80 % sont à présent destinées à des pays capitalistes industrialisés aux prises avec les mêmes difficultés que nous, en développant nos échanges avec les pays socialistes et les pays du Tiers Monde.

Cela impliquera des changements profonds : un autre type de développement basé sur une politique de progrès social à l'intérieur et de véritable coopération entre tous les pays à l'échelle internationale.

Cela exigera l'effort conjoint de toutes les forces de progrès mais c'est seulement ainsi qu'il sera possible de combattre la crise en substituant peu à peu la logique des besoins à la logique du profit.

# Hebdo 75

Comblant un vide dans la presse de gauche en Belgique : créer un hebdomadaire indépendant, d'information, de débat, des divers courants socialistes. Tel est l'objectif de l'équipe issue du « Journal d'Europe » et de « Europe 74 hebdo », élargie à de nouveaux collaborateurs et à des « groupes régionaux », fonctionnant en autogestion, et qui rassemble en ce moment les fonds pour assurer une parution régulière à « Hebdo 75 » dès le mois d'octobre.

Au sommaire du numéro 03 qui vient de paraître : PORTUGAL : la révolution au carrefour, ses aspects méconnus, ce qu'en pense la gauche en Belgique — Bande à Baader : procès d'un procès — BELGIQUE : la rentrée sociale et politique — la JOC face à son 50<sup>e</sup> anniversaire — Scoutisme : les enfants terribles de Baden Powell.

Abonnements : 1.400 F par an (1.200 F pour les moins de 25 ans) en une ou deux tranches au compte 068-054210-13 (Crédit Communal) d'Hebdo 75.

## Les tares de l'Assurance maladie - invalidité

« Le parti communiste considère que la politique d'austérité est aujourd'hui le terrain principal de la lutte des classes », écrivait Claude Renard dans les Cahiers marxistes de juin. Cette politique d'austérité s'applique aux domaines les plus divers — et notamment à celui de la santé.

L'étude de Jacques Lemaitre s'insère dans un travail collectif entrepris par la Commission Santé du PCB. Elle vise avant tout à relancer la discussion sur les problèmes de l'Assurance-maladie-invalidité dans le mouvement ouvrier, à ouvrir un débat. Ce débat, d'une grande actualité puisque le Commissaire royal à la réforme de l'Assurance-maladie-invalidité doit déposer son rapport avant la fin de l'année —, sera encore alimenté par une étude sur « L'AMI et les médicaments », qui paraîtra dans les Cahiers marxistes d'octobre.

« On ne fait rien pour la santé, si l'on ne fait rien contre ce qui la dégrade » (1)

La sécurité sociale et son secteur AMI ont une influence majeure, globale et diffuse sur la vie de la société et constituent une mine de renseignements et de données statistiques que sociologues, démographes et économistes devraient mieux utiliser.

Les études du mouvement ouvrier belge sur l'AMI sont néanmoins restées jusqu'à présent fort empiriques, préoccupées principalement par les aspects financiers, ne s'attachant pas assez aux tares structurelles, ne proposant pas d'alternative.

Entre le contenu du rapport d'Edmond Leburton, intitulé « Le droit à la santé », au congrès du PSB du 19 septembre 1959, et celui de l'ouvrage publié quinze ans après par Pierre Falize sous le

---

(1) Charles Dayant : Plaidoyer pour une antimédecine. — Presses de la Cité.

même titre, la différence essentielle tient à l'apport des travaux du GERM (Groupe pour l'étude d'une réforme de la médecine) sur la politique de santé. Plus récemment, des résolutions de la FGTB sur l'AMI (2) envisagent le problème surtout sous l'angle de la gestion administrative et financière. Les problèmes médico-sociaux, lorsqu'ils sont abordés, sont examinés dans une optique gestionnaire, comme s'il s'agissait avant tout de remédier à la situation financière de l'INAMI.

Il est cependant évident que seule l'amélioration du niveau sanitaire des travailleurs peut garantir à l'avenir l'équilibre du système de sécurité sociale.

Si des travailleurs ne sont plus en état de poursuivre leur activité productive, en raison de leur état de santé, cela a la double conséquence de priver de ressources les secteurs de la sécurité sociale et d'augmenter les dépenses de l'A.M.I. Les VIPO constituent 22,9 % des effectifs des assurés, alors qu'ils représentent 51,4 % de la dépense pour les médicaments et l'hospitalisation.

La politique de l'A.M.I. doit donc s'intégrer à une politique de santé et ses ressources doivent servir de support à cette politique.

C'est à cette condition seulement, qu'on pourra établir un budget de l'assurance et envisager de l'équilibrer — c'est dans ce contexte que les problèmes du pluralisme institutionnel perdront toute portée pratique.

## QUELQUES REFLEXIONS PRELIMINAIRES

### 1) *Comment évaluer les effets de l'AMI ?*

Après avoir constaté l'importance de la dépense, il faut évidemment se demander quel a été son rendement et quels ont été ses effets sur l'état de santé de la population.

Il est actuellement quasi impossible de répondre à cette question en Belgique.

Si une évaluation des effets sanitaires des dépenses engagées par l'A.M.I. depuis 1944 était décidée, elle se heurterait dès le départ à diverses difficultés objectives : par exemple, l'absence de statistiques et l'attitude d'une partie importante du corps médical — qui en rendraient l'exécution difficile et retarderaient considérablement ses conclusions.

Tournons-nous vers les U.S.A. pour souligner quelques faits.

Aux Etats-Unis, les dépenses de santé ont quasi quintuplé en l'espace de vingt ans, augmentant deux fois plus vite que le coût de la vie.

Le budget de la santé représente 6 % du produit national brut.

Plus de 3.000.000 de personnes sont occupées dans le secteur sanitaire (en Suède, on considère qu'en l'an 2060, une moitié de la population sera occupée à soigner l'autre !).

L'industrie médicale est en première position depuis 1970.

---

(2) « Le Drapeau Rouge » des 3 et 17 juillet 1975.

En deux jours d'hôpital, un Américain dépense le revenu annuel moyen de la population mondiale.

*Quelles sont les conséquences sur l'état sanitaire de la population des U.S.A. de dépenses aussi spectaculaires ?*

- Comparés à dix autres pays développés, les U.S.A. sont au sixième rang pour la mortalité générale, au dixième rang pour le pourcentage des décès avant l'âge de cinq ans, et au onzième rang pour la mortalité infantile.
- Un jeune homme sur cinq est exempté du service militaire pour déficience physique.
- Sous le régime actuel des assurances sociales, 3.500.000 d'enfants pauvres, de moins de cinq ans, ne reçoivent pas une assistance médicale suffisante.
- Un tiers des enfants en bas âge ne voit jamais d'oculiste.
- 45 % des enfants de 5 à 14 ans n'ont jamais été examinés par un stomatologue ou un dentiste.
- La mortalité infantile dans les classes pauvres est comparable à celle de certains pays tropicaux d'Asie ou d'Afrique.
- Depuis 1954, la hausse de l'espérance de vie est à peine perceptible.

La réponse à la question est donc qu'une bonne part de la médecine curative, hautement technologique et particulièrement onéreuse, représente un investissement dont la rentabilité est tout au moins fort discutable.

### 2) *Le règne des experts*

Chaque fois que l'on pense à sa santé, on entre dans une catégorie où il existe des experts.

En effet, dans notre société, chaque problème qui se pose trouve un spécialiste pour le résoudre.

« S'il s'agit d'aller très vite d'un point à un autre, il faut une voiture rapide. »

« S'il s'agit de bien s'amuser en peu de temps, il faut des alcools très forts et des repas hypercaloriques. »

« S'il s'agit d'accélérer la production, il faut des chaînes de montage et des équipes en 3 x 8. »

« Et s'il s'agit de votre santé ?

Il faut aller consulter votre médecin ! » (1).

### 3) *Pas de prix ?*

L'opinion selon laquelle la santé n'a pas de prix n'est généralement invoquée que lorsqu'il s'agit d'actions curatives.

Dans notre pays, le public exprime plus volontiers sa réprobation à l'égard de l'A.M.I. qui n'aura pas accepté la prise en charge d'un pace-maker ou d'une greffe cardiaque qu'à l'égard d'une administration qui aura négligé la pose de collecteurs d'égouts, la construction d'une station d'épuration d'eau ou qui aura permis qu'une voie de circulation rapide transforme un quartier en véritable enfer.

---

(1) Dupuy et Karsenty : L'invasion pharmaceutique. — Le Seuil.

Cette attitude peut donner l'illusion que les hommes ne sont pas malades, puisqu'ils sont soignés.

#### 4) Les « priorités »

Dans notre société où l'usage des techniques et des services institutionnalisés est particulièrement privilégié, on peut décrire les tendances suivantes :

- priorité du service curatif dans les équipements collectifs et dans la tarification des remboursements à l'acte,
- priorité du secteur curatif par rapport au secteur préventif,
- priorité des spécialistes par rapport aux généralistes,
- priorité de la médecine de pointe par rapport aux actes médicaux banaux,
- priorité pour l'innovation fracassante par rapport à l'extension des progrès acquis...

On ne cherche plus à mesurer les résultats obtenus tant il paraît évident que les moyens employés sont les bons.

On renonce à faire des efforts lorsque le rendement du capital est faible ou lorsqu'on craint de nuire à des groupes considérés comme stratégiques pour le calme social (1).

#### 5) Contradictions

En ce qui concerne l'A.M.I. plusieurs constatations s'imposent d'emblée :

- 1° Les organismes de protection socio-sanitaire sont sous la mainmise de l'Etat.

Lorsqu'ils rencontrent des difficultés, les organismes de l'Etat ne prennent que des décisions de faible portée qui non seulement viennent alourdir les structures, mais mettent également en cause la cohérence des principes.

La seule réflexion sérieuse est celle publiée le 26-9-1961 par le groupe de travail parlementaire chargé de l'étude des problèmes de l'A.M.I.

- 2° Les recettes de l'A.M.I. sont constituées en très grande partie par les cotisations des travailleurs (la cotisation sur le salaire nominal et la cotisation « patronale » qui est en fait également une cotisation sur le salaire). Or, les travailleurs ne gèrent d'aucune façon l'assurance maladie-invalidité.

- 3° Les cotisations qui sont prélevées sur les revenus des salariés sont fonction de ces revenus alors que les prestations sont versées en fonction des besoins de santé.

Or, dans les faits, ce sont les plus riches, les plus instruits, les plus urbanisés qui consomment le plus de services de santé.

Une étude de Thérèse Lecomte et collaborateurs confirme cette notion en démontrant que le niveau d'instruction et le degré d'urbanisation constituent une incitation à la consommation d'actes médicaux (2).

Les inactifs consomment le plus d'actes des généralistes (3,93) suivis par les employés (2,79), les cadres moyens (2,60) et les ouvriers (2,49).

Par contre, ce sont les cadres supérieurs qui consomment le plus d'actes de spécialistes (1,39 par personne et par an) suivis des cadres moyens et des employés (1,08).

(1) Dupuy et Karsenty : L'invasion pharmaceutique. — Le Seuil.

(2) Th. Lecomte, Andrée et Arié Mizrahi : La diffusion des consommations médicales de ville dans la population en 1970. « Consommation » No 3, 1974.

Il existe également une hiérarchie des consommateurs d'actes médicaux selon la tranche des revenus des ménages; ce sont les petits revenus qui consomment le plus d'actes des généralistes, les plus gros revenus préférant les spécialistes.

Le Parisien consomme 4,15 actes, l'habitant d'une commune de 50.000 à 100.000 habitants 4,08, l'habitant d'une commune rurale 2,68.

En résumé, tout se passe donc comme si les travailleurs cotisaient « pour le prix de brioches alors qu'ils ne mangent que du pain » (1) et l'on pourrait ajouter du pain de plus en plus noir.

4<sup>o</sup> Le rythme de croissance des prestations de l'A.M.I. dépasse le rythme de croissance des cotisations, assises sur les seuls salaires. Mais la cause de l'accroissement des dépenses de santé n'est guère claire. De nombreux facteurs sont invoqués.

En outre, le fait que la dépense sanitaire est de plus en plus lourde n'implique absolument pas que les citoyens soient mieux ou davantage soignés.

Ici, nous touchons certainement à la principale contradiction de l'A.M.I. : celle qui existe entre un système de garantie collective — qui dépasse la simple assurance — et un système de production des soins parfaitement libéral et souvent même monopoleur (2).

On peut encore se poser d'autres questions, par exemple : la gratuité des soins peut-elle s'accommoder du profit capitaliste ? Ceux qui ordonnent les dépenses peuvent-ils rester à l'écart des contrôles de l'organisme qui paie ?

## LES ORIGINES

A la veille de la guerre de 1939, la protection contre les risques sociaux était assurée en Belgique d'une manière assez disparate. Il existait 2.545 sociétés mutualistes primaires réparties en 7 unions nationales à caractère politique ou confessionnel. Cet ensemble de groupements comprenait 3.430.792 bénéficiaires représentés par 1.474.075 cotisants.

Sur ces cotisants, il y avait un peu plus de 1.000.000 de salariés, les autres appartenaient aux classes moyennes. Ce qui caractérisait notre système d'assurance santé à l'époque, c'est le fait que les cotisations et les avantages variaient d'une union nationale à l'autre, d'une région à l'autre.

Au sein même d'une union nationale, aucune cotisation, aucun avantage n'était uniforme, d'autant plus que les risques d'une mutualité pouvaient être plus élevés que ceux d'une autre et que ces groupements vivaient sous la loi dite de liberté subsidiée. Un premier pas vers une meilleure organisation avait été accompli lorsqu'une loi, en 1939, fixa un taux minimum d'intervention de la mutualité et des obligations minima.

A l'époque, le mouvement mutualiste belge offrait donc une structure caractérisée par une très grande diversité dans les cotisations, dans la nature et la valeur des avantages.

(1) Dupuy et Karsenty : L'invasion pharmaceutique. — Le Seuil.

(2) Ibidem.

Les dépenses se chiffraient en moyenne par assuré belge à 236,17 F.

Divers éléments vont avoir une influence notable sur les décisions qui interviennent en 1944.

Il faut souligner entre autres la hantise qu'a laissée la crise économique de 1929 et la volonté de prévenir son retour, une intervention étatique accrue dans tous les domaines qui s'est accentuée pendant la période de la guerre et enfin, le courant social puissant résultant du rôle joué par la classe ouvrière dans la lutte antifasciste et du rayonnement de l'Union Soviétique.

Le gouvernement britannique avait chargé Lord Beveridge, le 10 juin 1941, d'élaborer un rapport d'étude sur les assurances sociales en Grande-Bretagne. Son rapport « Social insurance and allied services » est publié en 1942 et donne l'orientation d'une politique de sécurité sociale structurée.

Ce plan Beveridge eut une importance capitale pour notre pays. Il est parachuté, clandestinement étudié et il aboutira plus tard au projet de convention de solidarité sociale définissant les relations sociales et économiques d'après guerre avec entre autres, l'introduction du régime des assurances sociales.

Il n'est pas inutile ici d'énumérer les principes qui, selon Lord Beveridge, devaient être à la base d'un véritable plan de sécurité sociale :

- a) préparer l'avenir sans tenir compte des limitations du passé, c'est-à-dire supprimer les conditions restrictives mises à l'octroi des prestations,
- b) organiser les assurances sociales comme une partie d'une politique d'ensemble et du progrès social, le but poursuivi étant l'abolition du besoin par un mécanisme redistribuant une partie du revenu national, par l'institution d'une médecine gratuite pour tous, par une politique de plein emploi.

En ce qui concerne la maladie, le droit est absolu, c'est un droit à la santé et cela est garanti par la création d'un service national de la santé.

Dans l'esprit de Lord Beveridge, la sécurité sociale n'a pas seulement pour objectif d'abolir le besoin pour tous les citoyens et garantir les individus contre les risques, mais est également un élément d'une politique générale destinée à garantir l'équilibre économique.

En décembre 1944, au moment de l'offensive von Rundstedt, le Moniteur du 30 décembre 1944 publie sous la signature d'Achille Van Acker l'arrêté ministériel instaurant la sécurité sociale, dont le champ d'application s'étend sur cinq secteurs essentiels : chômage, régime des allocations familiales, pension de retraite et de survie, vacances annuelles et assurance maladie-invalidité.

La sécurité sociale apparaît donc comme un ensemble d'institutions assurant la sécurité d'une part croissante de la population à l'égard d'un certain nombre de besoins sociaux. Cette sécurité se fonde sur une solidarité organisée, c'est-à-dire que l'idée capitaliste qui préside au développement des compagnies d'assurances et selon laquelle on peut vendre de la sécurité en jouant sur la loi des grands nombres, se double d'une idée mutualiste qui fonde la sécurité de chacun sur la solidarité et la contribution de tous.

La notion d'assurance selon laquelle on achète des droits avec des cotisations versées perd même de son importance au profit d'une idée plus large et plus nouvelle : la collectivité se déclare solidairement responsable en cas de réalisation d'un risque dans la vie de l'un ou de l'autre de ses membres; la collectivité prend les mesures propres à parer à cette éventualité.

Le droit à la santé se réduit en réalité au droit à la protection de la santé, c'est-à-dire dans une large mesure au droit conféré par la sécurité sociale.

L'A.M.I. va être un moyen technique de progresser vers l'égalité aux soins pour tous, au moment où le coût de ces soins va augmenter en proportion et en rythme — l'A.M.I. est donc devenue le moyen de faire disparaître la médecine des riches et des pauvres qui était devenue moralement et socialement inacceptable.

On peut dire actuellement qu'elle a réussi l'objectif de rendre les services de santé accessibles à tous en faisant tomber les barrières financières.

L'A.M.I. allait cependant connaître dès sa naissance, des lacunes et des imperfections graves qui vont avoir ultérieurement une influence déterminante sur sa crise structurelle.

1<sup>o</sup> Contrairement à ce qui se passe en Angleterre, le droit à la santé n'est pas garanti par la création d'un service national de santé.

2<sup>o</sup> L'A.M.I. ne couvre que le seul secteur curatif — elle se situe ainsi en dehors des causes générales de la médiocrité du niveau sanitaire de départ et des causes sociales de la maladie, se trouvant de ce fait incapable d'y remédier.

3<sup>o</sup> L'A.M.I. n'est pas conçue comme le support financier d'une politique globale de la santé.

4<sup>o</sup> L'A.M.I. n'aborde pas la question primordiale de l'organisation de la pratique médicale — laissant au corps médical le soin de prendre ses responsabilités sur le terrain qui lui est propre. Cela a deux conséquences majeures :

— contrairement à ce qui se passe dans d'autres secteurs comme l'éducation nationale où les dépenses ne sont engagées que dans les limites du crédit budgétaire, la croissance des dépenses d'assurance maladie devient égale à celle de la consommation médicale, puisque le corps médical est seul arbitre et juge de l'attribution des prestations sanitaires.

— la réglementation de l'A.M.I. se construit sur la base de la rémunération à l'acte qui se situe dans la tradition de la profession médicale. Ce système de paiement à l'acte rémunère la quantité d'actes accomplis et non pas leur qualité. Il va favoriser « la prescription et l'exécution d'actes multiples de préférence hautement rémunérés sans qu'ils soient toujours indispensables, utiles et dénués de nocivité ». Cela s'applique aussi bien aux médecins, aux dentistes, aux auxiliaires médicaux et même aux gestionnaires d'établissements hospitaliers.

5<sup>o</sup> L'A.M.I. conserve comme organismes assureurs les anciennes unions nationales, laissant donc subsister les anciennes divisions politiques et confessionnelles et les rivalités entre unions nationales qui ne sont généralement pas motivées par la recherche d'une politique sanitaire efficace.

6<sup>o</sup> L'A.M.I. ne s'adresse pas au départ à l'ensemble de la population et laisse subsister un secteur privé à côté du secteur collectif. Cette lacune sera corrigée ultérieurement.

## EVOLUTION POLITIQUE ET SOCIALE

Nous avons renoncé à faire ici une étude de l'évolution de la législation depuis 1944 en nous limitant volontairement à souligner quelques aspects essentiels de l'évolution politico-sociale.

Un événement important est la publication le 26-9-1961 du rapport du groupe de travail parlementaire chargé de l'étude des problèmes de l'A.M.I.

Ce rapport est capital puisqu'il sert de base à la législation de 1963 qui réforme l'A.M.I. et qu'il est également à l'origine de mesures violemment contestées par le corps médical belge, contestations dont le point culminant se situe au printemps 1964.

Soulignons deux critiques principales : celle qui consiste à dire qu'il existe une discordance entre l'augmentation des dépenses et leur efficacité et celle qui considère que la rétribution à l'acte est une des causes essentielles de cette situation.

Voici ce que dit le rapport à ce sujet :

« Il faut cependant constater et regretter que l'augmentation des dépenses n'a pas été à la mesure de l'accroissement de leur efficacité en raison notamment de la dispersion des efforts, du manque de coordination entre l'activité des personnes et des institutions qui ont pour mission essentielle de dispenser ou d'organiser les soins médicaux, tant sur le plan préventif que thérapeutique; les investissements en matière d'équipement sanitaire apparaissent désordonnés et laissent encore paradoxalement des régions entières du pays dépourvues de moyens suffisants pour permettre à la population de recevoir les soins adéquats en temps opportun, alors que, dans d'autres régions, une pléthore des mêmes moyens poussent inévitablement à une consommation exagérée, sans rapport avec les nécessités de la santé.

La multiplication des prestations médicales, favorisées à la fois par le système de rétribution de chaque vacation et par la difficulté d'en contrôler la justification dans chaque cas, s'est surtout manifestée dans le domaine des actes courants, tant en médecine générale qu'en médecine spéciale, sans qu'elle contribue pour autant ni à favoriser le diagnostic précoce, ni à réduire la durée des incapacités de travail pour maladie. Cette situation est moins préjudiciable du fait de l'accroissement du nombre des prestations qu'en raison de leur relative inefficacité. » (1).

Entre le 26 mars et le 18 avril 1964, la lutte des chambres syndicales des médecins contre la loi réformant l'A.M.I. et les propositions du ministre Leburton, connaît son point culminant.

Le gouvernement capitule.

Les médecins obtiennent satisfaction sur une bonne partie de leurs revendications. On peut dire que leur plus gros succès est « l'institutionnalisation » de la médecine libérale et l'obtention de droits importants dans les organismes de gestion de l'A.M.I. pour les chambres syndicales des médecins.

Pour conclure ce paragraphe, nous pouvons dire que parmi tous les défauts structurels qui ont été signalés à la naissance de l'A.M.I., seul celui qui concerne son champ d'application a été corrigé, puisque actuellement, c'est toute la population du pays qui bénéficie sous une forme ou une autre de l'assurance maladie.

---

(1) Groupe de travail parlementaire chargé de l'étude des problèmes de l'A.M.I. Rapport 26-9-1961.

Les médecins ont renforcé leur influence dans les organismes de l'A.M.I. et restent pratiquement les seuls à décider des dépenses des soins médicaux en ce qui concerne les visites, l'hospitalisation et la consommation des produits pharmaceutiques. Le budget de l'A.M.I. a atteint pour 1975 un chiffre considérable estimé à 89.000.000.000 sans que l'on puisse affirmer que cette dépense est vraiment utile, ni évaluer l'impact qu'elle aura sur l'état de santé de notre population.

Citons enfin pour mesurer l'ampleur atteinte actuellement par la sécurité sociale en Belgique, Albert Delpérée qui déclarait à La Louvière le 7 octobre 1971 :

« Les flux de la sécurité sociale en 1970 se chiffraient à plus de 200 milliards tant en recettes qu'en dépenses. Ce montant représente un sixième du produit national brut et un cinquième du revenu national.

Les estimations faites pour 1975 à législation constante et compte tenu des modifications intervenues avant la fin de l'année 1970 indiquent que ces flux atteindront 300 milliards.

Ce taux annuel de croissance de près de 10 % est incontestablement supérieur à celui du produit national brut qui, pour la période 1970-1975, est prévu à environ 4,5 % (4,8 % en 1970).

Cela signifie que — si rien ne change — le montant du budget de la sécurité sociale se rapproche de plus en plus du budget de l'Etat. »

#### *Le poids économique de la santé*

Le secteur santé prend à l'heure actuelle une importance croissante dans l'économie de notre pays.

Le taux de l'accroissement annuel de la production et de la consommation des services médicaux dépasse celui du produit national brut.

Le budget de l'assurance soins de santé a connu de 1966 à 1972 un accroissement annuel de 18,2 %.

L'évolution des dépenses par bénéficiaire confirme cette évolution.

Au cours de la période de 1966 à 1971, ces dépenses sont montées de l'indice 100 à l'indice 164 pour les honoraires des médecins et dentistes, 175 pour les médicaments, 177 pour l'hospitalisation, 213 pour les soins spéciaux.

Au total, ces dépenses sont passées de l'indice 100 à l'indice 170 au cours de ces cinq ans, soit une hausse de 12 % par an.

Une étude prospective de la consommation des ménages de 1950 à 1985 (1) fait apparaître que les dépenses d'alimentation passent de 42,8 % en 1950 à 19,4 % en 1985 et celles consacrées à l'hygiène, à la santé, à la consommation médicale de 12,9 % à 36,4 %. Le secteur sanitaire devient un véritable secteur industriel qui occupe des dizaines de milliers de personnes et dont la production en valeur ajoutée devient comparable à celle de la sidérurgie ou des entreprises pétrolières.

Non seulement, la société se trouve confrontée à la nécessité de choisir la part des ressources qui seront affectées à la santé

(1) G. Vangrevelinghe : Modèles et projections de la consommation. « Economie et statistique », novembre 1969.

mais les problèmes de la santé remettent en question la société elle-même.

Quels sont les besoins que le capital est contraint de prendre en compte lorsqu'il rémunère la force de travail « à sa valeur ? » Marx répond (1) :

« Dans les limites du strict nécessaire, la consommation individuelle de la classe ouvrière est la transformation des subsistances qu'elle achète par la vente de sa force de travail en nouvelle force de travail, en nouvelle matière à exploiter par le capital.

C'est la production et la reproduction de l'instrument le plus indispensable au capital, le travailleur lui-même. La consommation individuelle de l'ouvrier forme donc un élément de la reproduction du capital.

Il est vrai que le travailleur fait sa consommation individuelle pour sa propre satisfaction et non pour celle du capitalisme.

Mais les bêtes de somme aussi aiment à manger, et qui a jamais prétendu que leur alimentation en soit moins l'affaire du fermier ? »

« Telles sont les données du problème : en se reproduisant pour lui-même, le prolétaire se reproduit pour le capital; il ne peut se reproduire pour lui-même, plus précisément qu'en se reproduisant pour le capital. S'il est vrai dès lors qu'il a, comme tout autre homme, la vocation de satisfaire ses besoins personnels, de se reproduire exclusivement donc pour lui-même, il est clair que le plus essentiel de ses besoins, ou l'essence de ses besoins, c'est l'abolition du capital. » (2).

L'affrontement quotidien avec le capital est une dimension immanente du mode de production capitaliste.

Quand l'exploitation capitaliste de la force de travail s'exerce sans entraves, les résultats sont effroyables sur le plan de la santé. « Le Capital » de Marx en témoigne (3). Qu'il s'agisse des Noirs préposés à la cueillette du coton dans les Etats méridionaux d'Amérique, des enfants occupés à la fabrication de la dentelle à Nottingham en 1860, ou des potiers du Staffordshire à la même époque, le sur-travail mène au même désastre, à la même dégénérescence, voire à l'immolation de la population exploitée.

Il est encore intéressant de nos jours de se référer à ces exemples que l'on pourrait multiplier, car ils démontrent de façon spectaculaire les incidences de l'exploitation capitaliste sur la santé, à une période où la réplique ouvrière était encore mal organisée.

Ne nous leurrons cependant pas, car si la situation s'est modifiée, l'exploitation capitaliste continue à dégrader la santé des travailleurs.

Il existe par exemple une relation entre le rythme des investissements, la courbe de mortalité des travailleurs et le niveau des dépenses sanitaires. (Hygiène, conditions de vie, vaccinations, prévention, etc.)

Comme la mortalité infantile et l'espérance moyenne des vies sont fonctions de ces dépenses (entre autres facteurs), on peut

(1) Marx : Le Capital, tome III, p. 15. — Edit. Sociales.

(2) J.P. Terrail : Production des besoins et besoins de la production. « La Pensée » No 180, avril 1975.

(3) Marx : Le Capital, tome I, p. 232, 239, 241, 249. — Edit. Sociales.

dire que le régime capitaliste fixe *prévisionnellement* la durée d'existence des différentes couches sociales.

Citons un autre exemple, celui de l'augmentation considérable des maladies nerveuses, augmentation directement liée au mode actuel d'exploitation capitaliste.

Savez-vous que près de la moitié des lits d'hospitalisation américains sont consacrés à la psychiatrie et que 50 % des malades de pratique générale ont des « complications psychiatriques » ?

A l'heure actuelle, les luttes des travailleurs obligent les capitalistes à prendre en considération ce qui constitue à la fois l'intérêt immédiat des producteurs et les exigences du développement de la production capitaliste elle-même. Les limites fixées à la plus-value absolue, la réglementation sanitaire, l'éducation obligatoire sont à la fois le résultat des luttes et des conditions de reproduction de la force de travail nécessaire au développement du capital.

La lutte entre celui qui vend sa force de travail et celui qui l'achète, la lutte de la classe ouvrière pour élever son salaire et réduire la journée de travail est une lutte élémentaire pour la santé.

Les pressions du mouvement ouvrier pour limiter les effets dévastateurs de la course au profit constituent donc une importante contribution à la défense de la santé des travailleurs.

« Parallèlement à cet élément purement physiologique, la valeur du travail est déterminée par un standard de vie traditionnel. Celui-ci ne consiste pas seulement dans l'existence physique mais dans la satisfaction de certains besoins naissants, les conditions sociales dans lesquelles les hommes vivent et ont été élevés... Cet élément historique ou social qui entre dans la valeur du travail, peut augmenter ou diminuer, disparaître complètement, de telle sorte que la limite physiologique subsiste seule. » (1).

Il existe donc un écart entre le niveau de satisfaction actuel des « besoins de santé » et celui qui définirait la mesure stricte de ces besoins dans les limites de la reproduction de la force de travail.

C'est sur cet écart que portent les luttes du mouvement ouvrier pour l'élargir au maximum. La qualité et l'importance des soins modifient constamment la valeur variable de la force de travail. Inversément, cet écart peut diminuer lorsque s'installent récession économique et chômage.

Des spécialistes de l'économie médicale, se consacrent à des recherches sur la rentabilité sanitaire, les ressources étant « limitées », le calcul économique doit trancher leur répartition.

Pour un résultat sanitaire donné, plusieurs options économiques existent. Il faut donc choisir et hiérarchiser les dépenses individuelles et globales. Ces choix sont évidemment influencés par les conséquences économiques des maladies.

Une maladie peut avoir les effets suivants :

- diminution ou arrêt de la production des membres actifs et désorganisation familiale,
- modification de la structure de consommation du malade : diminution de l'acquisition,
- réduction des perspectives de production future.

---

(1) Marx : Salaires, prix et profits, p. 35. — Edit. Sociales .

Prévenir ou guérir une maladie, en réduire les effets, c'est rendre à la production les membres de la société qui se sont trouvés provisoirement dans l'incapacité de continuer leur travail (1).

Dans une société comme la nôtre, où l'homme n'est qu'un facteur de production et où l'objectif est l'accroissement maximum de la production, les dépenses de santé peuvent se différencier selon qu'il s'agit de :

- celles qui constituent un investissement dans la mesure où elles permettent de prévenir les maladies pouvant frapper des individus productifs ou susceptibles de le devenir,
  - celles qui permettent d'entretenir ou de maintenir en état le patrimoine productif,
  - celles qui sont d'une consommation finale pure parce qu'elles s'adressent à des individus n'étant ou ne pouvant pas être productifs (vieillards, infirmes, invalides...) ou bien parce qu'elles n'ont aucune chance d'agir sur la production (2).
- Cela peut évidemment amener à défavoriser les membres de la société improductifs et à diminuer les dépenses de santé lors des crises économiques ou de surabondance de main-d'œuvre.

En fait, la place de la santé n'est pas justifiée par le seul fait de sa rentabilité. Elle correspond aussi à des besoins globaux, au développement économique, à des impératifs technologiques.

Il intervient également des éléments psychologiques et sociologiques, l'action sanitaire ayant un effet sur le sentiment de sécurité et sur les relations affectives de ceux qui en bénéficient.

Il paraît cependant assez difficile de déterminer quelle est la part relative d'autonomie du système sanitaire par rapport au système de production.

Ce qu'on peut dire, c'est que les prestations de l'A.M.I. constituent un élément important qui contribue à fournir et à entretenir le capital humain.

« En garantissant aux travailleurs des soins médicaux, en leur permettant de récupérer complètement et rapidement leurs forces de travail atteintes par la maladie ou par l'accident, en participant à la prévention de cette maladie ou de cet accident, en fournissant aux familles des revenus qui leur assurent des conditions matérielles d'existence convenables, et cela même en cas de charge de famille, de maladie, d'invalidité, de chômage, de vieillesse, les prestations de sécurité sociale mettent l'homme en mesure de conserver ou de reprendre sa place dans l'effort de production. » (1).

D'autre part, il est incontestable que la sécurité sociale a d'importantes incidences économiques — Guy Spitaels cite J. Van Steenberge qui a dressé l'inventaire des facteurs économiques sur lesquels elle agit (2) :

« Tout d'abord la consommation : la sécurité sociale favorise le maintien du pouvoir d'achat individuel, la stabilité et la demande globale et la proportion des biens de première nécessité par rapport aux biens de luxe.

(1) F. Steudler : Sociologie médicale, p. 62. — A. Colin.

(2) Péquignot : La santé et les choix. « Projet », avril 1968.

(1) P. Laroque : Le rôle de la sécurité sociale dans le développement de la société. — Bull. ass. inter. Sec. Sociale, mars-avril 1966.

(2) J. Van Steenberge cité par Guy Spitaels : Réflexions sur la politique de sécurité sociale. — Edit. université de Brux. 1973.

Ensuite le marché du travail, influencé par les données démographiques, par les actions sanitaires et de formation professionnelle ainsi que dans une certaine mesure par le taux des cotisations sociales et les plafonds de perception. Le niveau d'épargne également, déterminé en partie par le système de financement de la sécurité sociale et les investissements des organismes sociaux.

La conjoncture, si celle-ci est très basse, la sécurité sociale exerce une action anticyclique même si ces effets sont plus discutables en périodes de haute conjoncture.

Dès lors, si chacun s'accorde sur le fait que la sécurité sociale doit devenir avant tout un instrument de la politique sociale, il n'en demeure pas moins qu'elle constitue pour les gouvernements des pays industrialisés un moyen parmi d'autres au service d'une politique de croissance économique. »

### **A.M.I. : INSTRUMENT DE LA POLITIQUE DU GRAND CAPITAL ?**

Le grand capital a deux objectifs essentiels : peser par le biais de la santé sur le prix de revient social de la force de travail et retirer du secteur sanitaire un maximum de profit.

Le capitalisme monopoliste d'Etat, à la recherche d'un profit maximum, se nourrit de la force de travail et exige des travailleurs des dépenses physiques et nerveuses accrues, tout en limitant le plus possible la contrepartie fournie par l'entretien, le renouvellement de la force de travail. Cette logique du profit « attaque l'individu à la racine même de sa vie. » (1) et met de ce fait en cause la santé.

Il paraît inutile de faire ici la démonstration de la détérioration des conditions de vie et de travail.

Soulignons-en certains aspects :

- la tendance à réduire le salaire indirect constitué par les avantages de la sécurité sociale,
- l'augmentation de la participation financière des ménages dans les frais médico-pharmaceutiques,
- le paiement de la force de travail le moins cher possible en agissant sur les salaires,
- la diminution des dépenses publiques dans le secteur sanitaire,
- l'utilisation des crédits publics pour les besoins du profit monopolistique.

L'incapacité du régime capitaliste de faire face aux besoins sanitaires s'accroît et cela s'exprime par :

- 1<sup>o</sup> la tendance à réduire les besoins aux seuls besoins de soins et de ne les prendre en considération que dans les seules limites de leur solvabilité. Cela conduit à ne voir que l'aspect dégradé des besoins de santé et à freiner « la consommation médicale » pour l'adapter aux ressources,
- 2<sup>o</sup> la tendance à fonder l'intervention dans le secteur sanitaire sur des critères de rentabilité capitaliste,
- 3<sup>o</sup> la tendance à sectoriser les problèmes,
- 4<sup>o</sup> la tendance à évaluer les coûts en termes comptables,

---

(1) Marx : *Le Capital*, tom II, p. 52. — Edit. sociales.

- 5° la tendance à passer sous silence les facteurs sociaux de la santé et le rôle des conditions de vie et de travail,
- 6° la tendance à se présenter sous le masque de la cohérence pour justifier le choix des objectifs et masquer le fait que ceux-ci relèvent essentiellement de la finalité propre au monopole capitaliste.

Cette recherche de cohérence, de rationalité, est particulièrement caractéristique de la politique hospitalière de notre ministre de la Santé publique, J. De Saeger. La rationalité n'a cependant de sens que si les objectifs d'une politique globale de la santé sont clairement exprimés — ce n'est pas le cas — et que si elle n'est pas uniquement le support de mesures de rationnement — ce qui semble bien être le cas !

L'incidence de la gestion capitaliste de notre pays sur le secteur sanitaire peut encore se caractériser par trois traits principaux :

- 1° quel que soit le degré de planification atteint, le capitalisme essaie de réduire autant que possible la part des dépenses en biens collectifs (logement, éducation et santé) au profit d'une production de biens individuels de consommation. C'est dans cette tendance capitaliste qu'il faut trouver les obstacles à une politique de prévention, laquelle est le plus souvent réduite à une simple activité de dépistage,
- 2° la société capitaliste est de plus en plus incapable de mettre en œuvre les possibilités qui sont offertes sur le plan sanitaire par l'essor scientifique et technique,
- 3° bien au contraire, elle a tendance à freiner l'extension de ces possibilités elle-même (cf les problèmes universitaires (1).)

Nous avons dit qu'un des objectifs essentiels du grand capital est de retirer du secteur sanitaire un maximum de profit.

On a pu constater ces dernières années une extension considérable de la recherche du profit au sein des activités sanitaires par des groupes bancaires, les trusts chimiques (médicaments), électroniques, par les constructions mécaniques et électriques...

Le capital financier est entré à très grande échelle dans les secteurs les plus productifs du domaine sanitaire.

Il s'agit en premier lieu du secteur pharmaceutique.

Cette évolution a été favorisée par le développement d'une médecine de soins, grande consommatrice d'appareillages et de médicaments.

On peut dire que l'A.M.I. a dans cette situation une double responsabilité :

- a) celle d'être devenue un organisme de subvention pour tout ce qui tourne autour des activités médico-sanitaires, dispensation de soins, industries pharmaceutiques, fournisseurs d'équipements...

Cela sans contre-partie, ni contrôles suffisants.

---

(1) Le Drapeau Rouge : L'austérité et la recherche, 15 avril 1975.

L'argent est distribué à la vacation selon un tarif à des dispensateurs de soins qui exercent dans leur majorité, leur profession, leurs activités selon un mode privé. Les médecins détiennent la clef du coffre-fort de l'A.M.I. pas seulement pour ce que coûte leur rétribution propre, mais également et surtout pour ce que coûtent les médicaments, les analyses, les hospitalisations, les temps de repos qu'ils prescrivent.

Il serait évidemment faux d'affirmer que le médecin est le seul ordonnateur et le responsable des dépenses de santé alors que celles-ci croissent en fonction du développement des besoins individuels et sociaux des soins de santé, du coût des techniques de diagnostic et des traitements nouveaux.

- b) celle d'avoir contribué par des modes de remboursement inadéquat à la dégradation de la médecine générale, à la mauvaise gestion des hôpitaux, à une pléthore de personnel médical et paramédical parasite, à la multiplication de pratiques médicales ou chirurgicales d'utilité douteuse, à l'utilisation abusive de médicaments...

La situation qui en résulte est non seulement source de dépenses inutiles mais également celle d'une consommation médicale abusive et anarchique qui finit par faire plus de mal que de bien à la santé de de la population.

Il est sans doute inutile d'insister sur le fait que l'industrie pharmaceutique est largement bénéficiaire des dépenses qu'elle effectue la collectivité et que tout accroissement des remboursements de produits pharmaceutiques par cette collectivité se traduit globalement par un accroissement du chiffre d'affaires.

Il est également évident que la vente d'appareillages techniques principalement aux hôpitaux est un secteur particulièrement rentable.

Le principe de la rémunération à l'acte qui lie les revenus du praticien à son rythme d'activité veut que ceux-ci s'accroissent parallèlement au nombre d'actes, c'est-à-dire à la consommation. Roemer (cité par Spitaels) (1) mentionne une intéressante étude portant sur l'activité de 95 généralistes dans une grande ville de la République Fédérale en 1966. Elle révélait que moins les cas, c'est-à-dire les personnes soignées pendant un trimestre, étaient nombreux, plus le nombre d'actes par tête s'élevait. Comme il n'y a aucune raison de croire que les médecins les plus occupés attirent les malades les moins gravement atteints (en fait, on pourrait raisonnablement s'attendre au contraire), il semble probable que la méthode de la rémunération à la vacation incite les médecins les moins occupés à dispenser le plus de soins possibles à chacun de leurs patients afin d'augmenter leurs revenus.

- c) ajoutons à cela que le système à la vacation entraîne un contrôle administratif lourd, coûteux et finalement peu efficace et provoque d'autre part une multiplication des actes qui est susceptible d'entraîner des conséquences nocives pour la santé du malade.

---

(1) M.T. Roemer, cité par G. Spitaels, *Ibidem*.

d) nous pouvons résumer les critiques formulées dans ce paragraphe en disant que non seulement l'A.M.I. exerce son activité par l'intermédiaire de structures de dispensation de soins qui ne sont guère modifiées depuis la fin du XIXe siècle, mais encore l'A.M.I. par son activité propre par l'utilisation d'un système de remboursement à la vacation aggrave le décalage croissant qui existe entre la nature même des soins médicaux et paramédicaux et les moyens mis en œuvre pour les distribuer.

### **A.M.I. : SECTEUR SOCIALISE ?**

Lorsqu'au sein d'une société capitaliste s'opère la prise de conscience des besoins sociaux, les moyens mis en œuvre pour les satisfaire ne constituent pas nécessairement une rupture avec le régime lui-même.

La sécurité sociale a été réalisée grâce à une réorganisation de la masse salariale.

Cette réorganisation ne s'est pas faite sans tension, sans transformation plus ou moins acceptable par chacun mais au bout d'un certain temps, de nouveaux équilibres s'imposent : la réforme est entrée dans les mœurs — « Rien ne permet de dire qu'avec elle, le cheval de Troie du socialisme ait franchi nos murs. » (1).

Rappelons ici que nous avons estimé à notre conférence nationale de la santé de 1972 que l'A.M.I. était un terrain de lutte des travailleurs face aux patrons.

Les rôles antagonistes de la bourgeoisie et du prolétariat s'incarnent dans le « patronat » et la sécurité sociale. Au cours d'une lutte permanente, employés et employeurs s'arrachent des concessions inscriptibles dans le budget de la sécurité sociale qui prend ainsi de façon historique la suite des institutions mutualistes chargées de la défense des intérêts des travailleurs.

« Au début de l'ère capitaliste, les travailleurs désiraient tout autant qu'aujourd'hui une bonne santé pour lui et les siens, mais ce besoin demeurait individuel. Bien sûr la modicité du salaire empêchait d'avoir recours à tous les bienfaits de la médecine et les travailleurs le ressentaient bien; ce qui n'était pas encore clair dans leur conscience, c'était la possibilité d'organiser le besoin de santé au niveau social et non individuel.

Alors que depuis longtemps la contradiction entre le caractère social de la production et la propriété privée des moyens de production était apparue au grand jour, le lien entre cette contradiction et l'état de santé n'était pas entré dans la conscience sociale. » (2).

La connaissance des dépenses de santé peut être un élément qui donne aux travailleurs la conscience de la responsabilité directe du régime capitaliste dans l'état de santé de ceux qu'il exploite.

Mais cette prise de conscience se réalise sans doute de façon plus directe, plus concrète, au niveau de l'entreprise, devant la dégradation de la santé due aux conditions de travail (maladies professionnelles, accidents de travail, sensations d'épuisement...).

L'A.M.I. qui est une institution à visée socialiste réalisée dans un contexte capitaliste, passe progressivement sous le contrôle du patronat et est désertée par ses bénéficiaires directs.

(1) H. Hatzfeld : *Le grand tournant de la médecine libérale.* — Edit. ouvrières.

(2) V. Dominique : *Les dépenses médicales des travailleurs.* « Economie et politique », mai-juin 1964.

Cela est dû en grande partie à la bureaucratisation et à l'insuffisance de la bataille politique pour une gestion démocratique.

Non seulement les travailleurs n'ont pas obtenu de représentation et de contrôle suffisants dans les organes de gestion de l'I.N.A.M.I., mais ils ont renoncé à mener un combat à partir de la sécurité sociale contre la médecine libérale et ont renoncé à influencer l'évolution hospitalière, l'organisation technique des traitements réclamant des investissements élevés, des processus de spécialisation, etc.

De ce fait, le rôle palliatif de l'I.N.A.M.I. s'est développé aux dépens de sa fonction critique.

L'action budgétaire de l'I.N.A.M.I. a été pratiquement nulle dans le domaine de la recherche médicale, de l'équipement hospitalier, des statistiques, de la prévention — celle-ci n'a pas contribué, bien au contraire, à la rationalisation de l'économie sanitaire du pays.

Ceci nous amène à regretter une nouvelle fois que l'A.M.I. n'ait pas utilisé sa puissance financière à développer l'organisation médico-sanitaire.

« Nous n'avons jamais assisté au cours de ces dernières années à une progression de conscience politique ou à une participation active des assurés à des débats qui pouvaient au-delà du système d'assurances qui les protégeaient partiellement, poser la problématique de la santé comme une question politique appelant une transformation économique plus globale et par conséquent une lutte révolutionnaire. » (1).

Il faudrait que les usagers puissent, au travers d'affrontements avec le patronat mais également au sein même de l'I.N.A.M.I., développer un combat politique sur les problèmes de la santé et organiser progressivement un mouvement d'actions dépassant la stricte exigence des gestions et des négociations.

Parmi d'autres, l'action syndicale des travailleurs appointés, des ACEC de Herstal nous montre qu'il est possible de développer un combat politique important sur un problème de santé (2).

Par contre, il est difficile de mener un combat de la même importance au sein de l'A.M.I. en raison de la fonctionnarisation, de la bureaucratisation, de l'absence de démocratie et des aspects technocratiques de la gestion actuelle.

Il faut également tenir compte de l'idée fort répandue dans notre société que la santé est un bien de consommation et que la sécurité sociale est la caisse d'épargne des dépenses sanitaires.

Il est sans doute temps que le mouvement ouvrier cesse de se préoccuper uniquement des problèmes budgétaires de l'A.M.I. en exigeant une réponse à la question : est-ce que ces sommes considérables qui ont été dépensées ont vraiment été utiles et ont amélioré la santé de nos concitoyens ?

Ne faudrait-il pas, plutôt que d'accroître des remboursements qui profitent en définitive, non aux malades mais à ceux qui les soignent porter son effort sur les secteurs où les malades sont effectivement garantis ou mieux, ne faudrait-il pas agir sur les structures elles-mêmes et substituer à une économie de profit une économie de service ?

(1) J.C. Polack : La médecine du capital — Maspéro.

(2) Résolution CNE-SETCa. A propos d'un centre médical patronal aux ACEC Herstal 14-5-1975.

## QUE FAIRE ? QUELS REMÈDES ?

Nous avons essayé une approche diagnostique et recherché les causes des tares de l'A.M.I.

Il convient maintenant d'examiner le traitement, les remèdes à apporter et de voir comment débloquer la situation dans l'immédiat et imposer des solutions à moyen terme dans le cadre d'une démocratie élargie. Nos objectifs en santé publique s'inscrivent dans la bataille pour des réformes de structure, c'est-à-dire des réformes qui affectent la structure sociale et économique de notre pays. Par exemple en réclamant le droit d'investigation du prix de revient des produits pharmaceutiques, nous réclamons une limitation directe du pouvoir des trusts pharmaceutiques.

Nous avons de nombreux alliés.

Les positions du mouvement ouvrier organisé sont à cet égard convergentes. Les solutions proposées rencontrent les problèmes qui préoccupent les travailleurs.

Quand ceux-ci comprendront bien la portée, ils les imposeront par l'action directe comme ils le font chaque fois que des objectifs essentiels sont en vue.

Il convient d'éclairer cette action en soulignant l'efficacité des solutions socialistes dans le domaine de la santé publique et en mettant en parallèle l'incapacité du régime capitaliste de faire face aux besoins de la population.

La vraie solution aux incohérences de notre structure sanitaire est de toute évidence de construire une société socialiste.

Il n'empêche que dans l'immédiat des réformes importantes peuvent être obtenues et que de toute action dans le secteur sanitaire qui augmente l'ampleur de la lutte des masses ne peut qu'avoir des répercussions favorables sur la bataille pour le socialisme.

Notre programme d'action comporte donc des objectifs à court et à moyen terme.

*A court terme*, il convient d'inscrire les problèmes sanitaires dans la bataille politique contre la politique d'austérité d'un gouvernement au service des monopoles et de soutenir la plate forme revendicative de la F.G.T.B. (1) dans le domaine de la sécurité sociale — cela en contribuant à créer une meilleure conscience des problèmes par une discussion permanente liée étroitement à la bataille revendicative et également en formant dans l'action un secteur syndical groupant tous les travailleurs de la santé (personnel soignant, social, ouvrier et administratif).

*A moyen terme*, nous proposons des solutions en tenant compte de la convergence qui existe dans les forces ouvrières et démocratiques sur la nécessité de réformes de structure dans le secteur sanitaire et des possibilités d'accords et d'alliances qui pourraient imposer dans le secteur sanitaire des modifications radicales plus rapidement que dans d'autres.

### Inscrire les objectifs sanitaires dans la bataille politique

D'abord bien voir et faire voir quelles sont les conséquences de la politique d'austérité du gouvernement dans le secteur sanitaire :

(1) Congrès de la F.G.T.B., 18-19-20 avril 1975.

- transferts accrus des charges sanitaires et sociales sur les budgets ménagers (de l'ordre de 25 % en 1975),
- réduction des dépenses publiques en santé (équipements collectifs, recherche scientifique, logements sociaux, éducation nationale...),
- incapacité du gouvernement de combattre la crise vu ses attaches de classe, ménagement et promotion des intérêts privés,
- aggravation des conditions de travail dans le secteur sanitaire (cf principalement les hôpitaux),
- difficultés accrues d'accéder aux meilleurs soins possibles (cf menaces récentes contre la gratuité),
- aggravation des déterminismes sociaux de la maladie (cf plus particulièrement l'insécurité de l'emploi et le chômage).

Le but de notre action doit être d'amener une meilleure connaissance des dommages causés à la santé par l'exploitation, la misère, les mauvaises conditions de vie et de travail, de façon à ce que cette meilleure connaissance et la lutte qui en découle pour changer les causes sociales de la maladie deviennent des mobiles essentiels de transformer la société.

De ce fait, la réforme sanitaire ne peut plus être conçue comme un ensemble de transformations sectorielles, ni sous la forme utopique d'une médecine de caractère socialiste dans la société capitaliste (cf certains aspects de la formulation de l'ancienne revendication d'un service national de santé).

En tant que médecin ou « paramédical », notre rôle fondamental est, en définitive, de mettre nos connaissances au service de l'émancipation des hommes — et de participer au combat politique — non pas seulement pour résoudre les problèmes en soi mais surtout pour en faire prendre conscience à la collectivité et stimuler ainsi le changement des conditions d'existence.

Cela exige que nous accroissions notre capacité d'intervention sur la société pour mieux adapter le milieu aux exigences des individus. Notre action doit également amener les médecins et les travailleurs sanitaires à mieux comprendre que les problèmes qu'ils connaissent sur le plan professionnel supposent, exigent et déterminent une politique globale de la santé.

Les solutions adéquates sont « bloquées » par le système capitaliste; la seule issue est d'obtenir que le stimulant de notre société ne soit plus la recherche du profit mais devienne la satisfaction des besoins humains individuels et collectifs.

La plate-forme revendicatrice de la FGTB dans le domaine de la sécurité sociale, élaborée par le congrès d'avril 1975, constitue un progrès net par rapport aux congrès précédents. Elle vise pour l'essentiel à

- faire disparaître la distinction fictive entre cotisations patronales et cotisations des travailleurs, la rémunération du travail ne comportant plus dans cette perspective que deux éléments, salaire imposable et salaire social ou solidarisé,
- faire gérer par les seuls représentants des travailleurs les organismes de sécurité sociale et les fonds qui leur sont attribués,

- réformer les structures de gestion de l'A.M.I., en confiant la tutelle de tous les problèmes de santé à une seule autorité ministérielle et en confiant la gestion des soins de santé à un comité paritaire employeurs - travailleurs, assisté par des conseils techniques, auxquels participeraient les organismes assureurs, les médecins et les paramédicaux,
- décommercialiser la médecine et le secteur pharmaceutique, promouvoir la médecine en équipe et la rétribution forfaitaire, etc.

De surcroît en soulignant que plusieurs milliards seront mis à charge des assurés malades et des pensionnés en 1975, la FGTB stimule la lutte immédiate contre la politique d'austérité.

Le problème qui se pose pour le mouvement ouvrier est de gérer lui-même tous les secteurs de la sécurité sociale et d'obtenir dans le secteur de l'A.M.I. que les dépenses effectuées servent réellement de support à une politique globale de la santé, ce qui exige le dépérissement du mode de paiement à l'acte au profit du forfait, d'importantes mesures pour diminuer l'impact des intérêts privés dans le secteur sanitaire et un contrôle efficace avec participation des usagers.

Il est sans doute utile de mieux lier ces objectifs à la lutte revendicative quotidienne.

Il n'est guère douteux que la constitution d'un secteur syndical de la santé permettrait non seulement d'améliorer l'efficacité de la lutte que mènent ces travailleurs, mais également permettrait de mieux promouvoir les objectifs de la politique sanitaire au sein du mouvement ouvrier tout entier.

### **Objectifs à moyen terme**

Ces objectifs sont des réformes de structure puisqu'ils limitent le pouvoir du capital et exigent en contre partie un pouvoir ouvrier accru qui ne peut être obtenu que dans le cadre d'une bataille unie pour une démocratie plus avancée.

Parmi les obstacles à vaincre, il faut souligner l'absence de coordination des structures sanitaires, les difficultés de faire face aux impératifs de la spécialisation et à ceux concomitants de l'intégration (travail pluridisciplinaire, formation permanente, liaison de la médecine avec les autres domaines sanitaires et techniques...) et ce qui empêche la participation effective des membres de la société dans la prise en charge des problèmes sanitaires.

Quels sont les objectifs que nous proposons ?

- 1) donner à chaque individu et à la société les moyens de faire face à ses besoins dans le domaine sanitaire;
- 2) promouvoir la participation des usagers et des spécialistes à tous les niveaux pour faire prévaloir les meilleures solutions;
- 3) utiliser les possibilités nouvelles de décentralisation données par la régionalisation et les fusions de communes.

Il est en effet important de décentraliser les objectifs sanitaires. Attribuer à la collectivité la tutelle de la santé à travers des institutions publiques — techniquement adéquates et contrôlées démocratiquement par la population et les administrations locales — signifie non seulement développer un instrument de pro-

motion de la santé, mais également donner une possibilité d'intervention sur le complexe des rapports sociaux — depuis la vie dans l'usine jusqu'à tous les autres aspects de la vie communautaire (1);

- 4) Fiscaliser la charge économique de la santé (réclamée d'abord pour le seul secteur invalidité puis également pour les soins de santé par les organisations syndicales) exige une réforme démocratique de la fiscalité.
- 5) Demander que l'A.M.I. serve de support à une politique globale de la santé exige comme première condition qu'une telle politique existe, ce qui n'est pas le cas actuellement. La médecine privée reste en grande partie responsable de la dispensation des soins, les pouvoirs publics interviennent sans étude scientifique sérieuse et sans moyens suffisants de façon sectorielle ou dans le but de rationaliser (les économies envisagées le sont généralement dans une optique de rationnement) et enfin l'assurance maladie-invalidité agit à contre-courant avec un mode de remboursement inadéquat.

L'A.M.I. devrait disposer d'un organe d'étude et d'évaluation des problèmes sanitaires et des services de santé. Il semble bien que même si cet organisme existait et était financé par l'assurance, il connaîtrait de nombreuses difficultés à remplir sa mission compte tenu de statistiques insuffisantes dans le domaine de la morbidité et des conditions sociales de la maladie, compte tenu également de la difficulté de récolter des données utiles auprès des médecins qui se retranchent derrière le secret médical (réaction contre l'emprise progressive de la société plutôt que souci croissant de protection du malade),

- 6) Promouvoir une politique de la santé telle qu'elle a été définie par la conférence nationale de la santé organisée par le P.C.B. au printemps 1972 (2) et par les publications du G.E.R.M. (3).

Soulignons quelques aspects essentiels :

- création d'un organe central de coordination de la politique sanitaire, responsable de la définition de la politique de santé, de la coordination, de l'évaluation de toutes les activités médico-sanitaires, de la gestion directe de certaines activités (les autres étant décentralisées) de la gestion de l'A.M.I., etc...
- valorisation de la fonction du médecin de famille, adaptée à la médecine moderne (cela ne veut pas dire renflouer artificiellement le médecin généraliste traditionnel) appuyant son rôle de synthèse sur un centre de santé intégré, avec promotion de l'exercice en groupe avec d'autres généralistes et en équipe avec les travailleurs médico-sociaux;
- formation d'un personnel suffisant en qualité et en quantité, en rendant ce personnel apte à travailler au sein de l'équipe sanitaire et à faire face à tous les problèmes de la santé globale;

---

(1) Berlinguer. — Medicina e politica. — De Donato.

(2) Cahiers marxistes No 12 1972.

(3) G.E.R.M. : Lettre d'information No 43, décembre 1970.

- promotion de la recherche, avec en particulier celle de la recherche clinique destinée à étudier l'efficacité réelle des divers outils de la médecine, la recherche épidémiologique et la recherche opérationnelle;
- promotion de la santé avec la participation active de la population;

7) Freiner les intérêts privés dans le secteur sanitaire exige également des mesures importantes :

- démocratisation des structures de gestion;
- promotion de la gestion en service public;
- mesures de contrôle efficaces;
- possibilités d'action sur les prix et les structures commerciales.

Les mesures à prendre visent d'abord l'industrie pharmaceutique et la production des appareillages médicaux. Il s'agit de revoir le cadre des prix, d'exercer un contrôle plus sévère sur les divers facteurs qui interviennent dans les prix de revient, de résoudre les problèmes de la recherche, d'amener une intervention directe des pouvoirs publics pouvant aller jusqu'à une nationalisation, d'agir sur les différents stades de la distribution, de réglementer la publicité, de réinvestir d'éventuels bénéfices extraordinaires dans le secteur santé.

Les mesures doivent également viser le secteur hospitalier qui doit être géré en service public, même s'il persiste des formes privées de gestion.

8) Il reste à envisager pour terminer la pratique de la médecine et le mode de rémunération du travail médical. La pratique libérale de la médecine est certainement anachronique, elle ne permet pas de faire face aux nécessités sociales et sanitaires de notre époque.

La majorité des médecins tiennent à conserver leur situation sociale et hiérarchique et s'accrochent de ce fait à l'exercice libéral de la médecine, d'autant plus qu'ils n'ont guère d'autre alternative.

Le jeune médecin qui espère d'autres conditions de travail se voit tôt ou tard obligé de faire comme ses aînés. Il faudrait pouvoir modifier l'exercice de la médecine en fonction d'une politique sanitaire globale et celle-ci n'existe pas dans notre pays. Il est évidemment impossible de déterminer les critères d'une bonne formation médicale, le nombre idéal des médecins, le pourcentage adéquat de médecins généralistes par rapport aux spécialistes, la bonne répartition des médecins dans le pays, l'importance relative des secteurs extra-hospitalier et hospitalier, celle de la médecine préventive et curative et finalement les conditions optimales de l'exercice de la profession médicale *sans une politique sanitaire définie*.

Le dépérissement de la médecine libérale dépend donc essentiellement des résultats de la lutte des forces ouvrières et démocratiques pour imposer des solutions globales dans le secteur sanitaire, c'est-à-dire des conditions objectives nouvelles permettant de régler de façon satisfaisante les problèmes complexes qui se posent.

Toute mesure qui laisserait subsister le principe de la rémunération à l'acte ne pourrait que conduire à prolonger les conséquences de la politique menée jusqu'à présent.

On pourrait penser que le fait que de nombreux médecins hospitaliers sont actuellement appointés allait amener un dépérissement du paiement à la vacation dans le secteur hospitalier.

Il n'en est rien. L'activité des médecins appointés reste payée à l'acte par l'A.M.I.

L'expérience qui a consisté à payer forfaitairement l'activité de quelques hôpitaux n'a pas été étendue, ni poursuivie. Beaucoup de médecins, même en pratique libérale, critiquent actuellement le système du paiement à l'acte, qui défavorise le travail intellectuel par rapport aux actes techniques.

Il est certain que d'autres que les médecins ont intérêt à ce que le système persiste : les trusts pharmaceutiques et les fabricants d'appareils de diagnostic et de traitement, souhaitent que la médecine reste essentiellement curative et que sa consommation d'appareils et de médicaments soit stimulée par le système à la vacation.

La bataille contre la rémunération à l'acte n'a pas que des aspects techniques, elle est aussi un combat contre le profit capitaliste dans le secteur sanitaire, combat qu'il faut mener en essayant d'y gagner la majorité des médecins. Car les médecins sont également lésés par le système capitaliste. Cela n'est sans doute pas évident sur le plan du statut matériel ou de la situation hiérarchique, ce l'est beaucoup plus sur le plan de l'exercice professionnel, surtout si on se réfère aux possibilités et aux exigences du développement social de notre époque.

De nombreux médecins commencent à prendre conscience de la réalité de leurs aliénations et de celles de leurs patients et à mieux comprendre qu'ils sont amenés à « médicaliser » dans l'immédiat des situations dont l'origine et le traitement dépendent de changements radicaux dans les conditions de vie et de travail.

Le médecin généraliste, de pratique libérale, constate une dévaluation de ses actes et une mutilation de son activité, mutilation qui s'accroît dans la mesure où l'évolution sociale augmente la portée de cette activité. Son activité professionnelle est parcellisée, confinée au champ de la médecine proprement dit (difficultés de pratiquer un travail interdisciplinaire et d'insérer l'activité médicale dans l'ensemble des structures sanitaires) elle s'exerce uniquement dans le domaine sanitaire puisque le médecin n'est pas en mesure de participer à la gestion de la société et d'y apporter sa contribution spécifique.

Le mode de rémunération est en réalité le reflet de cette mutilation. Dans le contexte capitaliste, le paiement à l'acte, qui est le fondement économique de la médecine libérale, tend à devenir un système de primes au rendement, qui commercialise la profession et dévalorise le travail intellectuel.

En outre, les tarifs de remboursement des actes et la dépense globale qu'ils comportent sont établis par les organismes de gestion de l'A.M.I. avec la participation de l'Etat.

Que reste-t-il dans ces conditions du statut de la médecine libérale ?

Ce qu'il en reste est finalement utilisé contre la médecine générale elle-même, puisque cela l'empêche de faire face à la transformation qu'impose l'évolution objective de la société.

Gérard Belloin (1) note à juste titre que « le même système (le système capitaliste) qui sacrifie les besoins de santé des travailleurs mutile le rôle des médecins, freine l'essor de la médecine et limite ses applications. En serré dans un réseau de contradictions inextricables, il ne trouve d'autre issue que de culpabiliser les uns et les autres : les travailleurs sont accusés de trop consommer et les médecins consacrés ordonnateurs des dépenses, de « pousser » à cette consommation. »

C'est donc par le même combat anticapitaliste que travailleurs et médecins pourront modifier la situation actuelle, en créant pour les premiers des conditions optimales pour répondre à leurs besoins de santé et en amenant pour les seconds la disparition des obstacles (pratique libérale, rémunération à l'acte, cloisonnements et sectorisation, commercialisation, mutilations professionnelles diverses...) qui les empêchent de jouer pleinement leur rôle.

Pour que la pratique de la médecine trouve toute sa dimension scientifique et sociale, il faut obtenir par le combat politique un changement radical des structures sociales et économiques de notre pays.

## **JEUDI 25 SEPTEMBRE A 20 HEURES**

sous l'égide de la Fondation Joseph Jacquemotte  
20, avenue de Stalingrad, à Bruxelles

# **Rencontre-débat**

avec les lecteurs des Cahiers marxistes  
sur le thème

## **LES TARES DE L'ASSURANCE MALADIE INVALIDITE**

- Une conquête ouvrière dans l'impasse ?
- Le mouvement ouvrier peut-il assainir l'AMI ?
- La santé peut-elle échapper aux lois du marché ?

Jacques Lemaitre introduira le débat  
à partir de l'étude publiée dans cette livraison des C.M.

(1) Gérard Belloin et Michel Malenfant : Santé, médecine et programme de gouvernement. « Nouvelle critique » No 56.

# Revue



## Problèmes de la population

Le mérite du recueil d'articles intitulé « Problèmes de la Population » (1) est de nous faire apparaître l'unité organique de la démographie soviétique, d'éviter le piège d'une démographie présentée comme indépendante des autres phénomènes sociaux, d'allier à tout moment le quantitatif au qualitatif, d'intégrer la reproduction de la population dans son contexte socio-historique (D. Valenteï, « Le système des connaissances démographiques »). Quelques affirmations peu nuancées ou dogmatiques (2) ne modifient guère cette appréciation.

Contrairement aux affirmations de Malthus, « les lois de la population ne sont pas des lois naturelles, biologiques, mais des lois sociales, elles ne sont pas éternelles mais historiques » (B. Urfanis, « Les questions actuelles de la politique démographique soviétique »). Elles sont formées sous l'action de facteurs socio-économiques. Mais, Y. Gouzevaty (« De la détermination socio-économique des processus démographiques ») rappelle à propos, citant Engels, que « d'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans

l'histoire est en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Si quelqu'un dénature cette position en ce sens que le facteur économique est le seul déterminant, il le transforme ainsi en une phrase vide, abstraite, absurde ».

Ces lois de reproduction de population sont donc, dans des conditions économiques données, infléchies par des facteurs biologiques, géographiques, éthiques. Ainsi, V. Kozlov (« Ethnographie et démographie »), considérant les différences sensibles de taux de natalité à l'intérieur de l'URSS, dans des conditions socio-économiques à peu de choses près identiques (taux de natalité en Lettonie : 14 %, en Tadjikie : 35 %), apprécie avec nuances l'influence des facteurs éthiques : « ...Cet aspect (éthique) apparaît sous l'influence de toute une série de facteurs liés aux particularités de l'activité économique traditionnelle, à l'organisation socio-familiale traditionnelle, à la culture et aux mœurs des groupes nationaux. Il convient de mettre encore une fois en évidence le rôle non négligeable que jouent à cet égard les facteurs socio-culturels et socio-psychologiques qui se rattachent plus aisément aux communautés ethniques que, par exemple, les facteurs socio-économiques.

Dans le même temps, il est nécessaire de relever que, par leur degré d'influence sur le niveau de natalité, ces facteurs éthiques différenciés sont souvent repoussés au second plan par d'autres, notamment par les facteurs socio-économiques qui ne manifestent

(1) « Sciences sociales d'aujourd'hui », n° 1 (25) 1974, Académie des Sciences de l'URSS.

(2) Parmi d'autres : Est-il évident dans tous les pays d'Afrique que la décolonisation a assuré « pour la première fois... la possibilité de mesures énergiques de lutte contre les épidémies... » ? (Y. Gouzevaty, p. 82).

pas de lien direct avec l'ethnos et qui peuvent, d'une part, largement varier au sein d'un même peuple et, d'autre part, présenter de grandes similitudes chez les peuples les plus différents ». Le même auteur montre également l'influence des religions, « reflet déformé dans la conscience des hommes des forces naturelles et sociales qui les dominent ». Réaction aux fortes mortalités des sociétés primitives, les fortes natalités ont été fixées par les traditions patriarcales et canonisées en règles religieuses qui elles-mêmes infléchissent la formation de la conscience sociale et individuelle des populations et peuvent subsister, comme c'est le cas en URSS, après la disparition des pratiques religieuses. Il existe encore un rapport entre le taux de natalité et la situation sociale de la femme, celle-ci étant plus intéressée que l'homme par la régulation des naissances.

Dérivés par rapport à l'économie, les facteurs démographiques agissent eux-mêmes dialectiquement sur le développement social. A. Vichnevski (« La révolution démographique ») le montre en décrivant le passage du régime de reproduction de la population issu de la révolution néolithique (forte natalité, forte mortalité) au régime actuel. La révolution scientifique de la fin du XVIIIe siècle, les progrès ultérieurs de la médecine, l'extension du capitalisme industriel, de l'agriculture, des transports, du commerce, mettant fin aux famines liquident la mortalité « extraordinaire » et réduisent progressivement la mortalité « naturelle ». Ainsi, l'espérance de vie passe de 30-35 ans à 70 ans. Cette baisse de mortalité n'a pas seulement été rendue possible mais exigée par le progrès technique. En effet le passage du travail extensif, non qualifié au travail qualifié exige l'accumulation de connaissances et sa rentabilisation sur de nombreuses années.

La baisse de la mortalité fournit la possibilité (à distinguer de la nécessité) d'une baisse de la natalité. Celle-ci est déterminée, même sans influence extérieure, à l'intérieur de la famille par l'oppo-

sition entre la fonction démographique (de reproduction) et la fonction de reproduction sociale qualitative, base des progrès technologiques ultérieurs. Une telle évolution, liée au développement des forces productives se marquera donc aussi bien sous le capitalisme que sous le socialisme, même si le climat social dans lequel ces modifications se déroulent et les conditions de l'opposition entre fonction démographique et fonction de reproduction sociale qualitative sont différentes. La preuve peut en être trouvée dans le fait que dans les villes soviétiques le nombre d'enfants souhaité (1,55 à 2,82 selon les villes) est, partout inférieur au nombre d'enfants considéré comme idéal (2,30 à 2,84 selon les villes) (A. Volkov « L'influence de l'urbanisation sur la reproduction de la population en URSS »).

La baisse de natalité commençant après celle de la mortalité, la population peut croître fortement pendant la révolution démographique. Trois schémas existent:

1° celui de la France (population en 1800 : 27 millions d'habitants; en 1900 : 39 millions) qui n'a pas connu d'explosion démographique, les reculs de la mortalité et de la natalité étant quasi simultanés;

2° celui du reste de l'Europe occidentale (ex. Grande-Bretagne : en 1800 : 16 millions d'habitants; en 1900 41 millions, sans compter une importante émigration vers les Etats-Unis) où l'explosion s'étend sur tout le XIXe siècle, le recul de la natalité étant net au début du XXe : ex. : Grande-Bretagne : 1900 : 29 0/00, 1930 : 16 0/00;

3° le Tiers-Monde. La mortalité y est souvent beaucoup plus basse qu'en Europe occidentale au XIXe siècle, mais la baisse de la natalité n'y a pas encore ou à peine commencé. Aussi les croissances de population y sont plus fortes que nulle part ailleurs au cours de l'histoire. Les préoccupations éprouvées de ce fait ne peuvent se réduire « à une récidive du malthusianisme » de démographes et sociologues américains. L'explosion démographique y pose certes des problèmes sérieux et urgents mais elle peut aussi à plus

long terme aboutir à des progrès inattendus des forces productives.

Divers articles, et plus particulièrement celui de B. Uralis, traitent de politique démographique. Celle-ci est nécessaire aujourd'hui en URSS pour assurer efficacement la simple reproduction de la population. Mais il s'agit d'assurer la liberté aux conjoints de former leur famille et « pas de planifier la natalité, mais de pronostiquer les naissances, tout en cherchant à créer des conditions pour en assurer un niveau optimal. » Seule une société communiste pourrait réglementer la production des hommes, comme elle aurait à ce moment déjà réglementé la production des objets (F. Engels).

D'autres communications intéressantes traitent de la méthodologie des prévisions de la population (A. Boiarski), de « l'évolution de la population en URSS » (V. Boldyrev), des mutations dans la répartition de la population soviétique (B. Khorev), de la démographie en Europe de l'Est (Y. Pivovarov), en Chine (E. Konovalov), aux Etats-Unis (E. Makhailov).

**C. VANDERMOTTEN.**

## Revue nouvelle

Le numéro spécial réalisé par la Revue nouvelle sur l'URSS a un mérite majeur: il fait surgir des questions. A ceux qui sont mal ou pas du tout informés des réalités soviétiques, il peut donner envie d'en savoir plus, ne fût-ce que parce que certains thèmes (démocratie, culture, syndicats par exemple) sont abordés avec le souci de ne pas s'en tenir aux fausses idées reçues, de récuser les canons de l'idéologie bourgeoise. Aux lecteurs qui seraient mieux informés, la RN apporte matière à réflexion, à polémique, à sourire — en particulier avec la contribution de Paul Ramadier sur les multinationales.

Pour porter sur l'URSS un « regard lucide et souvent critique », la Revue nouvelle a choisi des collaborateurs souvent érudits, pratiquant la soviétologie à des titres et des degrés divers: Ernest Mandel, Marcel Liebman, Jean-Marie Chauvier, Guy Desolre. On a soi-

gneusement dosé la part octroyée aux collaborateurs communistes, qui sont deux: Francis Cohen (PCF) et Jean Du Bosch (PCB).

Ce ne sont certes pas les divergences apparaissant d'un article à l'autre qui pourraient nous étonner dans un recueil comme celui-ci. Nous comprenons moins que le mot de la fin ait été laissé à Marcel Liebman, qui ailleurs se voulait nuancé et qui ici invite péremptoirement la gauche européenne à adhérer à ses vues. « Pour la gauche européenne cependant, communistes et non-communistes, a commencé, et depuis longtemps, l'âge adulte. Cela exige, écrit Liebman en guise de conclusion, à l'égard de « l'expérience soviétique », une totale indépendance et une pleine lucidité. Qu'on la prenne donc et enfin pour ce qu'elle est: une entreprise pleine de contradictions, où à l'élan libérateur du socialisme se sont ajoutées les successives sédimentations du stalinisme totalitaire et du pragmatisme poststalinien. » Cet inventaire simpliste des « sédimentations » de la société soviétique — qui se veut jugement sans appel — doit-il être considéré comme l'expression de la « totale indépendance » et de la « pleine lucidité » de Marcel Liebman ?

**R.L.**

Numéro spécial juillet-août 1975 — 200 Francs — av. van Volxem, 305, 1190 Bruxelles.

## Projet

Imaginez la revue « REALITES » la publicité en moins, mais portant autant d'intérêt aux pays capitalistes qu'aux pays socialistes. Imaginez aussi que cette revue présente ses textes en deux langues: le polonais et l'anglais, mais qu'un cahier livré avec chaque numéro vous donne les traductions des articles en français, russe et allemand. Sachez enfin que cette revue traite de « visual art and design » (c'est-à-dire plus ou moins d'arts visuels et formes industrielles) et, les images en moins, vous aurez une petite idée de ce qu'est cette revue polonaise qui paraît six fois l'an.

Voici, par exemple, le sommaire du numéro 1 de 1975 : Un article sur les tendances de l'école de Lodz, centre de peinture réaliste mais en même temps héritière de la tradition constructiviste. Topor est très populaire en Pologne, en juin 74, parallèlement à la Ve Biennale de l'affiche, à Varsovie, la revue Szpilki organisait une exposition de ses œuvres.

Les Arts graphiques à Tallinn. En effet, l'Estonie, se crée depuis peu une tradition d'art graphique et depuis 1968 les Triennales de Tallinn retiennent de plus en plus l'attention.

On connaît le goût et le talent des Polonais pour l'affiche. Voici un entretien avec Hans Hillman, spécialiste de l'affiche cinématographique en R.F.A., qui essaie de rejeter le tape à l'œil publicitaire pour lui substituer une information précise sur le contenu, l'ambiance réelle du film.

Bref, Projekt, est une ouverture sur le monde de la recherche artistique, ouverture sans œillères géographiques ni autres.

Et c'est bien ainsi.

**A.D.**

On peut s'abonner à la Librairie « Du Monde Entier ».

## L'école et la nation

Cette revue mensuelle du P.C.F. publie dans chacun de ses numéros un dossier consacré à une des matières des programmes scolaires. Cette fois c'est l'histoire : « L'histoire dénaturée » (par la réforme Haby); « Question à Claude Mesliand » (pourquoi la défense, le développement et la rénovation de l'enseignement de l'histoire sont-ils nécessaires?); « Papa, explique-moi donc à quoi sert l'histoire? », par Jean Bruhat; « L'histoire à l'école élémentaire »; « L'histoire au lycée » (l'enseignant et l'histoire); et en direct avec les élèves) et enfin « Notre conception de l'enseignement de l'histoire ».

Si vous êtes enseignants ou parents, je ne pourrais trop vous recommander la chronique « Livres pour enfants » de Bernard Epin. C'est, classés par âge, une revue complète des livres, pour enfants

et adolescents, qui paraissent chaque mois. Cette chronique me semble indispensable où, là aussi, le meilleur voisine avec l'exécration. Or le savoir lire c'est-à-dire le goût et la capacité de la lecture se forme jeune et il y a peu d'exemples de « rattrapage ». D'où l'importance des premières lectures.

**A.D.**

N° 252 — Juin-juillet 1975.

## La Pensée

La crise structurelle du capitalisme monopoliste d'Etat s'approfondit et la situation économique (inflation, récession, chômage...) appelle une idéologie de remplacement adéquate à la gestion de la crise.

Hier l'idéologie bourgeoise demandait de tout accepter au nom de la « croissance » qui devait tout résoudre. Aujourd'hui la fameuse « société de consommation » est en question : « nous gaspillons trop, il faut que « nous » freinions la croissance (qui détruit l'environnement), il faut éliminer les besoins « superflus », réduire la recherche scientifique (puisque la science a tant d'effets négatifs).

Notons que tous ces thèmes réactionnaires, qui encouragent l'obscurantisme, ont leurs versions de gauche : négation du progrès scientifique et technique au nom de l'humanisme, rejet du « productivisme » (amalgame des pays socialistes et capitalistes qui souffrent du même mal : l'industrialisation), recherche de la « convivialité », etc...

Points communs à ces thèses : 1° « nous » sommes tous responsables (« nous » exploités et exploités dans le même sac); 2° absence de référence de la crise que nous subissons aux contradictions aggravées du capitalisme; 3° opposition posée a priori entre production et besoins; 4° réduction des besoins à la sphère de la consommation...

Comme on le voit, la question des besoins est au premier plan dans ce numéro de recherche.

**A.D.**

N° 180 — Avril 1975 — Spécial sociologie.

Il n'est pas trop tard pour vous abonner aux  
**CAHIERS MARXISTES**

Abonnement annuel ordinaire	400 F
Abonnement annuel « Jeunes » (moins de 25 ans)	200 F
Abonnement de soutien	à partir de 500 F

La souscription, valable pour les dix livraisons annuelles, peut être effectuée au CCP de la Fondation Joseph Jacquemotte, n° 000-0188745-80, avenue de Stalingrad, 20 à 1000 Bruxelles.

*Les amis qui avaient souscrit pour 1975 un abonnement cumulé Cahiers marxistes - Drapeau Rouge ont au moins deux raisons d'en faire autant pour 1976, et ce AVANT le 15 novembre prochain.*

*Pour eux, en effet, il n'y aura pas d'augmentation de tarifs.*

*Et ils auront droit à l'envoi gratuit d'une des quatre plaquettes suivantes:*

- Marxisme et politique, par Claude Renard*
- Théorie et pratique de la spéculation foncière, par Jacques Aron*
- Vers la fusion des communes de Wallonie, par Robert Sevrin*
- Permanence de l'éducation sexuelle, par Willy Peers.*

*Versez donc avant le 15 novembre la somme de 1.700 F pour un abonnement cumulé 1976 Cahiers marxistes - Drapeau Rouge.*

